

## PARTIE 1 : « Das Kapital » ou la critique de l'économie politique

### Chapitre 1 : Jacob Vanderlint : « *Money answers all things* » -

#### D) De Ricardo et Smith à Vanderlint : l'édification d'un « manifeste libéral »

A juste titre l'œuvre de Marx est perçue comme une critique de l'économie politique anglaise, sous la forme scientifique donnée à celle-ci par Adam Smith (« *Richesse des Nations* » -1776) et surtout par David Ricardo (« *Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt* », 1817,1819,1821). Il sont, dit Marx : « *les meilleurs représentants* » (le plus « *lucide* » étant Ricardo) de l'Economie Politique Classique. Il définit celle-ci en écrivant : « *J'entends par économie politique classique toute économie qui, à partir de William Petty, cherche à pénétrer l'ensemble réel et intime des rapports de production dans la société bourgeoise* » [C1].

L'œuvre de David Ricardo est habituellement reconnue comme un point culminant de l'économie politique. Elle l'est aussi pour le libéralisme économique. En effet, le discours ricardien est un discours critique qui dénonce le rôle de la *propriété foncière et la croissance de la rente*. Le principal revenu qui doit stimuler l'accumulation du capital et la croissance est le *profit* tiré des activités capitalistes manufacturières, agricoles ou non. Ses bénéficiaires sont la partie de l'aristocratie devenue « investisseur » dans le secteur agricole (les Fermiers), et les bourgeois des villes et de la campagne. La masse des profits tirés de l'activité annuelle de production subit, selon Ricardo, une déduction justifiée pour rémunérer les salariés, et constitue le principal *coût de production*. Il n'en est pas de même de l'autre déduction sous la forme de rente. Dans les « *Principes* » de 1817, et dès 1815 dans l'« *Essai sur l'influence du bas prix du blé sur la croissance des profits* » (« *An Essay on the Influence of a Low Price of Corn on the Profits of Stock showing the inexpediency of Restrictions on Importation; with remarks on Mr Malthus' two last Publications*») [C3], Ricardo démontre (contre Malthus) que *la répartition du produit social* se traduit par une croissance ininterrompue de la part de la rente, au détriment de celles des salaires et surtout des profits du capital, ceci par le jeu naturel de la *rente différentielle* du sol. Dans la longue période on devrait selon lui assister *sous le coup de la baisse tendancielle du taux de profit* à une *marche de l'économie vers l'état stationnaire, synonyme de régression sociale*.

Sa défense de « *l'entrepreneur-investisseur* », capitaliste, est sans réserve. Sa critique du propriétaire foncier (*le Landlord*) l'est tout autant. Le premier a vocation à réaliser l'intérêt général, tandis que le second met cet intérêt en péril. Ricardo « révèle » ainsi en *l'opposition des intérêts* entre ceux dont la croissance des revenus contribue au bien être général ou à la croissance (les manufacturiers, fermiers et salariés), et celui des autres revenus, qui exerce un effet récessif (les propriétaires fonciers).

L'enseignement ricardien a comme on le sait exercé une forte influence en Grande Bretagne, jusqu'au Parlement, où Ricardo intervint à plusieurs reprises.

La théorie de la répartition défendue par lui, que l'on vient de résumer, repose il est vrai sur une *théorie de la valeur travail*, presque achevée, de laquelle il découle que *seul le travail* (productif) *est créateur de richesse*. Cette théorie abolit donc *l'oisiveté du capital* détenu sous forme de rentes, thésaurisées ou dépensées sous forme non productive, en dépense ostentatoires.

La théorie ricardienne de la répartition est donc aussi une manière de révéler les bienfaits du *libéralisme économique*, sous la forme du *libre échange*. Parmi ces bienfaits figure *la baisse du prix du blé*, denrée essentielle pour les trois classes sociales, puisque les fluctuations de son prix déterminent *le pouvoir d'achat de leurs revenus respectifs*.

Le *libéralisme économique*, ainsi que le montre **Henri Philipson** dans son ouvrage « *L'économie contre nature* » prend alors deux visages, ou un double visage :

→ celui de la recherche, théorisée par Ricardo, des lois *du marché autorégulateur*, destiné à devenir le principe majeur du fonctionnement économique, tant à l'intérieur (régulation de l'échange de biens, de la terre et du travail suivant le principe de la loi de l'offre et de la demande), qu'à l'extérieur (généralisation à l'ensemble des nations des principes de la valeur travail, formulation de la loi des avantages comparatifs). L'économie ainsi constituée devient le domaine de l'*harmonie naturelle des intérêts*. Elle atteint cette harmonie parce qu'elle repose sur des lois naturelles. Nous trouvons donc Ricardo au cœur du processus historique d'autonomisation de l'économie (défini dans l'introduction générale au cours). L'exposé historique et détaillé de ce processus a été réalisé, après Marx, par Karl Polanyi dans « *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps* » - NRF Gallimard – 1944 (1<sup>er</sup>ed, puis 1972, 1983 ).

→ l'autre visage, remarquablement étudié par Polanyi au chapitre 11 de « *La grande transformation* » est en apparence paradoxal, puisqu'il s'agit de l'*interventionnisme*, dont le rôle est explicitement présenté par Ricardo en ces termes : « *Au législateur il appartient non de regarder les pertes partielles qu'endurent quelques uns qui peuvent cultiver leur terre avec profit, mais d'examiner l'intérêt général de la nation ; en raison de celui-ci il doit s'attacher aux profits du capital* » (« *Intervention aux Communes du 30 Mai 1820* » - cité par H. Philipson, op. cit. P189) [C4]. Ricardo oppose donc, à l'occasion du débat législatif sur *la baisse nécessaire du prix du blé grâce au libre échange international* (sur les *Corn Laws* – ou lois protectionnistes sur les blés abolies en 1846), l'intérêt des Landlords, dont les revenus peuvent diminuer sans conséquence, à celui des deux autres classes. Plus généralement, Polanyi enseigne que : « *La voie du libre échange a été ouverte, et maintenue ouverte, par un accroissement énorme de l'interventionnisme continu, organisé et commandé* » (« *La Grande Transformation, Page 190* ») [C5]. Les Institutions ont donc joué un rôle essentiel de soumission de la société aux règles du marché, en transformant en *marchandises* échangeables suivant le principe de la loi de l'offre et de la demande les trois *biens fondamentaux* que sont : *le travail, la terre et la monnaie*.

Nous pouvons ainsi nous faire une idée de la représentation de l'organisation sociale telle qu'elle apparaît dans l'œuvre de Ricardo : ***une société de marché autorégulée sous un interventionnisme capable de garantir un libre fonctionnement des lois du marché généralisé à l'ensemble des biens, et à l'économie internationale***. L'efficacité d'une telle organisation repose entièrement sur la responsabilité des détenteurs du *capital*, dont les profits doivent croître pour assurer la croissance de l'ensemble des revenus, à l'exception des rentes du sol.

En conclusion l'œuvre de Ricardo est dominée par les thèmes économiques relatifs : à la *valeur travail, la répartition des revenus, au libre échange, à la dépréciation de la monnaie, au rôle néfaste de la rente sur la croissance* (chez lui « l'accumulation du capital »), *et au bien être considéré comme croissance du pouvoir d'achat* (le salaire réel pour les ouvriers, les profits réels pour les capitalistes). Elle est construite dans le but de prouver le *caractère naturel, universel et anhistorique* de lois économiques observées à chacun des niveaux que l'on vient de mentionner ; L'économie ainsi naturalisée, ou devenue *objet* de la science, peut alors devenir le domaine d'application du *principe défendu par Bentham*, que la science de Ricardo soutient, le principe d'*utilité* (ou « utilitarisme »). Par rapport à ce principe l'*interventionnisme* est requis comme *artefact* ((ou *artifice*) lorsque les lois du marché sont inopérantes. Il prend alors la forme de ce que Bentham appelait les *arts de diriger les actions des hommes en vue de la production de la plus grande quantité possible de bonheur pour ceux dont l'intérêt est en vue* » (Elie Halévy, cité par Philipson, page 186, souligné dans le texte).

Lorsque l'histoire de la pensée économique décrit le processus historique de constitution du *manifeste libéral* achevé dans l'œuvre de Ricardo, elle met en valeur quelques grandes étapes devenues communes. A. Smith et avec lui l'Ecole écossaise (d'économie, philosophie, morale et histoire) sont privilégiés, et Sir James Steuart, ainsi que Richard Cantillon occupent une place prépondérante. Sur le continent c'est F. Quesnay et la physiocratie qui sont cités. Ces pistes mènent effectivement à l'Ecole

« Classique », ainsi que Marx l'a fait valoir. Parmi les pistes moins empruntées figure celle de Vanderlint et de son œuvre unique, mais majeure pour la connaissance économique : « Money answers all things » de 1734. La place que Marx accorde à Vanderlint est d'ailleurs impressionnante. Dans son ouvrage « *Théories sur la plus value* »-Tome 1, op. Cit), après avoir rangé les physiocrates comme « *les véritables pères de l'économie politique* », il se dit en accord avec John Gray (auteur de la fin du XVIII<sup>ème</sup>), qui : « *A juste raison, (...) fait remonter l'origine de ce point de vue à Locke et Vanderlint* » (« *Théories sur la plus value* »-Tome 1, op. cit, Editions sociales, 1974, P. 447). Marx distingue clairement Vanderlint des « économistes vulgaires », pour mieux définir la nature du libéralisme : « *Parmi les accusateurs de la classe ouvrière, le plus enragé est l'auteur anonyme de l'écrit..*'An Essay on trade and commerce containing observations on taxation,etc ', London,1770 (...)Parmi les défenseurs on trouve au premier rang Jacob Vanderlint dans son ouvrage : "Money answers all things", London, 1734.... » (K Marx, « Le Capital », op.cit – note 89 du chapitre X – Livre I) [C8].

C'est aux thèses de Vanderlint qu'il nous faut consacrer la suite de notre exposé dans la mesure où la science de Smith et celle de Ricardo ont bénéficié de plusieurs d'entre elles, en les occultant pourtant. On considère ici que le discours de Vanderlint est *l'exposé du libéralisme de tous les temps*, c'est-à-dire celui qui resurgit, au contexte historique près, dessous toutes les variantes jusqu'à nos jours.

## I1) Présentation de l'Essai

### I11) Vanderlint et « *Money answers all things* » (MALT )

On ne connaît pas grand-chose de la vie de Jacob Vanderlint, l'auteur de « *Money answers all things* » rédigé en 1734, décédé en 1740. Seul le Dictionnaire anglais « *Palgrave* », donne une courte notice, rédigée par Peter Groenewegen (voir P 6 du Doc 2). On y apprend qu'il était *négociant* en bois installé à Londres dans le quartier de Blackfriars, où il présente l'Essai. Inconnu au cours du XVIII<sup>ème</sup>, il surgira pourtant sous la plume du principal représentant de l'Ecole écossaise de l'époque, Dugald Stewart, en 1794. Ce dernier fait de lui un devancier des Physiocrates sur les questions de *l'impôt unique sur la rente du sol* (« tax on land »), et sur celle du *libre échange*. Hume, Smith, Ricardo, et l'Ecole Classique, utiliseront largement ses idées, jusqu'à ce que Marx le fasse connaître par l'éloge que nous avons cité (C8). Il faudra ensuite attendre le Manuel de **Jacob Viner** publié en 1937 « *Studies in the theory of international trade* » pour que l'on découvre qu'il fut (et non Hume) à l'origine de la *théorie dite de l'équilibre automatique de la balance des paiements* (alors appelée *balance des comptes* ou « *balance of species* »), et donc à l'origine de la théorie moderne du commerce international.

L'Essai de 1734, est connu simplement sous le titre « *Money answers all things* », et n'a jamais été traduit en français. Les extraits, en français dans le document de cours N° 2 , sont empruntés à une traduction réalisée par Agathe Foudi sous le titre : « *Money answers all things, Jacob Vanderlint, 1734*, Traduction et commentaire de l'Essai », Mémoire pour le diplôme de Sciences Politiques, Institut d'Etudes politiques de Lille II, Juin 2006.

### I12) La structure de l'Essai

La structure proprement dite est quasiment contenue dans le véritable titre (voir dossier de cours P 7 du Doc 2) qui est selon une traduction restée proche du langage de l'époque :

« La monnaie est une réponse à tout : ou, Essai pour rendre la quantité de monnaie suffisante dans tous les rangs de la société et stimuler nos échanges extérieurs et intérieurs ; remplir d'habitants les maisons vides, encourager le mariage, diminuer le nombre de colporteurs et de trafiquants, et dans une large mesure éviter l'endettement à long terme, et les mauvaises dettes commerciales. Tout en montrant également l'absurdité des guerres commerciales ; ainsi que la méthode la plus réaliste pour empêcher l'exportation clandestine de notre laine : et de même aussi pour réduire la dette publique, et alléger les impôts. »

Par Jacob Vanderlint

*Ce qui fait d'eux d'eux des pauvres c'est leur pauvreté Prov, X, 15. Londres : imprimé pour T. Cox , et vendu par J. Wilford au « Three Flower de Lucas » derrière la Salle du Chapitre dans l'arrière cour de l'Eglise Saint Paul. MDCCXXXIV. Prix 1 shilling. 6d. »*

Et il débute comme un discours rédigé :

« Aux marchands britanniques.  
Messieurs, » « .... ».

Après une courte préface (environ 40 lignes) où il nous dit vouloir procéder à l'exposé de quelques principes monétaires sous forme de *maximes* : « *some principles relating to money, which I think deserved to be regarded as maxims* », Vanderlint expose le contenu de son Essai sous la forme de **15 Maximes** notées de 1 à 15. On pourrait donc aussi désigner son Essai par « *les XV maximes de Vanderlint sur la monnaie et le commerce* ».

Plusieurs présentations sont possibles, tant les thèmes abordés sont nombreux. Nous choisissons pour simplifier une présentation sous la forme des deux parties suivantes :

- 1) La première analyse moderne de l'accumulation capitaliste considérée comme croissance du bien-être macroéconomique.
- 2) L'extension des rapports sociaux capitalistes à l'échelle mondiale considérée comme réalisation du bonheur de l'espèce (« *felicity of mankind* ») : la théorie de l'économie internationale

Ces deux parties nous conduisent à mettre en évidence les limites de l'Essai, pour faire ressortir (positivement et négativement) ce que nous nommons les « *ingrédients du manifeste libéral* ».

Cette présentation n'est pas commune. Aussi est-il au préalable utile d'exposer dans ce paragraphe (II) l'une des présentations les plus répandue et devenue classique, celle de Douglas Vickers, dans son ouvrage: « *Studies in the theory of money : 1690-1776* ». L'auteur traite de l'Essai au « Chapitre 9 : Vanderlint » (page 170 à 184). Dans le sous paragraphe II3) ci-dessous nous résumons ce chapitre 9.

II3) D. Vickers : « *Studies in the theory of money : 1690-1776* » - Chapitre 9 : Vanderlint - (page 170 à 184) – (l'article complet est disponible sur ce site : consulter)

L'imposant ouvrage de D. Vickers, par sa qualité, et son originalité, consacré aux théories monétaires anglaises entre 1690 et 1776, retient MALT parmi les œuvres essentielles de la période. D. Vickers introduit sa présentation, composée de 4 paragraphes : *La thèse du sous emploi, La structure de la demande et des activités, La théorie de l'intérêt, et La valeur de la monnaie et la pratique bancaire*, en expliquant pourquoi J. Vanderlint doit faire partie d'un ouvrage qui traite des auteurs et théoriciens principaux de la monnaie au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Il participe ainsi à sa réhabilitation en soulignant son originalité : à la différence de J. Law, il est un critique de la pratique bancaire. Mais il considère *l'offre de monnaie* comme la variable essentielle du développement de l'activité « commerciale », et comme le moyen de remédier aux maux que sont le chômage et la pauvreté.

L'essai « *Money answers all things* » de 1734, est surtout remarquable par sa *méthode d'analyse, laquelle diffère des approches « statiques »*. Ce qui est traduit par un *modèle macro dynamique d'équilibre*.

## II- La thèse du sous emploi

L'objectif : le plein emploi.

La thèse : un *modèle*, ou système de *causalités* (causes et effets), qui a pour variable explicative principale : la monnaie. L'architecture générale va de *la circulation monétaire*, à *la production* (et l'activité économique d'ensemble), en passant par les *dépenses*.

La causalité simple ou (d'ensemble) :

$$T \Rightarrow Y_s \Rightarrow w \Rightarrow N$$

En accroissant la superficie cultivable (T), la production de subsistance ( $Y_s$ ) peut s'élever, de sorte que le *salairé minimum de subsistance* ( $w$ ) *baisse*, permettant ainsi une hausse de l'emploi (N).

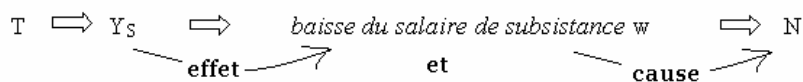
L'accroissement de la masse de monnaie participe à la réalisation de cet objectif. Mais cette proposition est entendue de deux manières :

- celle de l'augmentation de la valeur de la monnaie ou « *plenty of money* ». Celle-ci est définie par le pouvoir d'achat d'une quantité donnée de monnaie en circulation, compte tenu du niveau des prix.

- Celle de la quantité de monnaie ou « *money flush* », la quelle doit croître pour répondre aux besoins des agents.

D. Vickers voit là l'introduction d'un *dualisme théorique*, source de paradoxes et de risque de circularité du raisonnement.

*Sa critique principale* est celle de l'absence d'explication du financement de la croissance de la superficie cultivable. Ou ce qui revient au même, celle du maintien de la rentabilité du secteur agricole. La causalité simple (ci-dessus) permet de situer la critique dans *l'explication (absente)* de la décroissance des coûts



Cette circularité apparaît également lorsque l'on considère l'offre de travail. La croissance de l'offre de travail des paysans et des pauvres, souhaitée par Vanderlint, peut bien mener à une hausse de l'emploi, associée à une baisse du salaire, mais cela ne résout pas le problème du financement de l'emploi additionnel. D'autant que Vanderlint suggère de stimuler au travail ces catégories par leur salaire, lequel devrait être conforme à leurs attentes.

Le rôle de la quantité de monnaie en circulation est envisagé par Vanderlint de trois manières (ou, si l'on préfère, la quantité de monnaie possède selon lui, trois fonctions) :

- 1) La croissance du niveau général de l'emploi, et plus généralement la stimulation de l'activité économique d'ensemble.
- 2) Sa propagation de la manufacture à l'agriculture, de sorte à y être investie et accroître l'emploi agricole.
- 3) L'équilibre macroéconomique dont elle est le principal facteur.

Sur le premier point, l'analyse de Vanderlint rejoint celle des « *consommationnistes* » : D. North, N. Barbon, B. Mandeville, G. Berkeley. La hausse de la quantité de monnaie, permet des dépenses accrues de consommation, stimulant l'emploi.

La demande globale, ou les dépenses de consommation, ne sont cependant, qu'un niveau des effets positifs de la hausse de l'offre de monnaie. L'autre niveau est celui *de la structure de la demande*, puisque la monnaie circule d'un secteur à l'autre.

## II) La structure de la demande et des activités

D. Vickers fait de Vanderlint un auteur de transition important entre Locke et Hume. Ce qui est dû à sa description du mécanisme de rééquilibrage des deux secteurs d'activité (agriculture, manufactures) *qu'il fonde entièrement sur les prix*.

La démonstration de Vickers prend appui sur ce qu'il nomme une « proposition confuse » en apparence : la baisse de la rente peut ne pas conduire à l'objectif recherché (cf supra), parce que *les consommateurs peuvent ne pas disposer du pouvoir d'achat suffisant pour acquérir les biens de subsistance au prix où leur demande les a élevés*. La quantité de monnaie serait insuffisante dans l'agriculture tandis qu'elle profiterait aux autres secteurs.

Il s'agit selon Vickers d'une proposition en contradiction avec la théorie de la valeur de la monnaie, et qu'il propose d'expliquer.

Il faut distinguer dans l'activité agricole, décrite par Vanderlint, deux moments : avant que le secteur ne produise à pleines capacités, et lorsque qu'il a atteint sa pleine capacité de production.

Définition de la *pleine capacité* : elle signifie lorsque T (la superficie) et F (les unités de production) sont données, trois choses identiques :

- Hausse de la rente (r) rendue nécessaire par celle de la population, ou croissance du ratio [croissance de la population ( $\Delta\text{Pop}$ ) / croissance annuelle de la superficie ( $\Delta T$ )]  
donc, si (T et F sont données)  $\rightarrow$  alors r croît si  $\Delta\text{Pop} > \Delta T$
- Hausse des prix agricoles supérieure à la demande de biens de subsistance
- Hausse du salaire minimum de subsistance

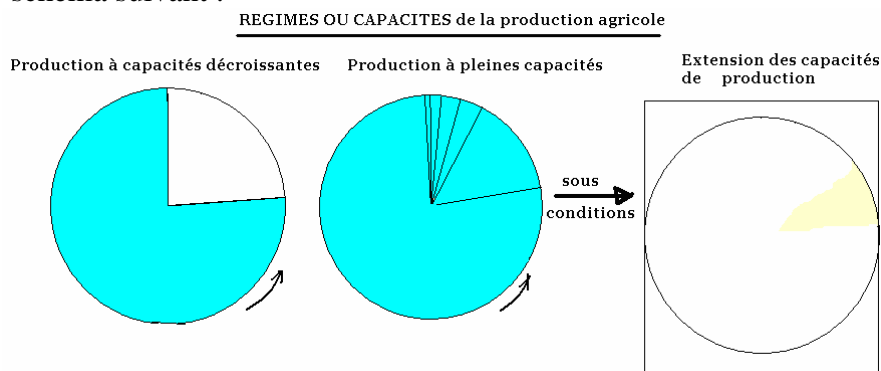
La conséquence immédiate de la hausse du salaire minimum est la dégradation de la production manufacturière. Celle-ci connaît la surproduction et le sous emploi.

Il existe donc des relations entre les deux secteurs d'activité (agriculture, manufacture). Aussi le problème devient il celui de *la mobilité intersectorielle de la main d'œuvre*.

La croissance étudiée par Vanderlint, doit être conçue comme *globale*, c'est-à-dire à la fois

- extensive : hausse de T et N dans l'agriculture
- et intensive : réinvestissement ou utilisation productive du surplus,

La croissance requiert un élargissement des capacités de la production agricoles, illustré par exemple, par le schéma suivant :



Les deux conditions (du schéma ci-dessus) sont :

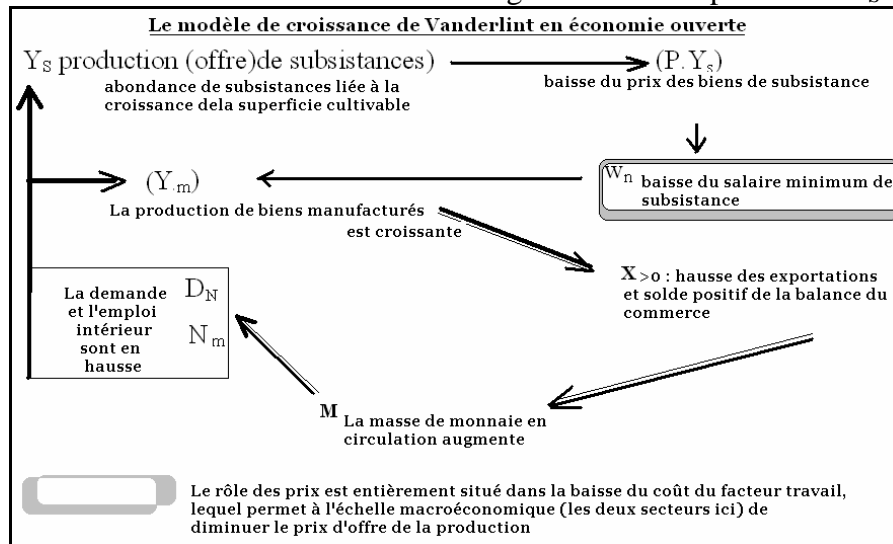
a) la première : la mobilité intersectorielle des capitaux. La baisse de la rente ne peut à elle seule résoudre le problème du diagramme central. A ce stade le salaire minimum peut atteindre un niveau non désiré. Le capital (ou la monnaie) est alors en excédent dans l'agriculture, et insuffisant dans d'autres secteurs, lesquels connaissent la déflation et la baisse de leurs profits.

Condition qui fait dire à D. Vickers que *la dynamique macroéconomique repose donc sur « une théorie de la compétitivité sectorielle » pour la monnaie*.

b) la seconde : l'accroissement de la demande. Entre le diagramme 2 et le diagramme 3 se situe l'explication de la « proposition confuse » mentionnée plus haut. C'est en effet à ce moment que la hausse des prix agricoles est supérieure à celle de la quantité de monnaie.

Ce sont donc les prix (des subsistances en particulier) qui déterminent totalement le niveau général de l'activité. Ce que montre le modèle des relations causales macroéconomiques en économie

ouverte, que Vickers prête à Vanderlint. Modèle qui contient l'ensemble de la dynamique sectorielle. Le schéma ci-dessous forme un circuit de gauche à droite partant de  $Y_S$ .



#### IV) La théorie de l'intérêt

Vanderlint aborde la définition du taux de l'intérêt à la manière de Locke, comme la résultante de l'offre et de la demande de prêts. Il n'accorde cependant pas à cette variable, la même importance que Locke. Néanmoins Il conçoit que la demande d'investissement (et donc de prêts) est arbitrée par le taux de l'intérêt, même si les opportunités d'investissement doivent diminuer. Il suggère en effet une thèse de la baisse du taux de profit, dans la mesure où le capital (voir ci-dessus) connaît une *mobilité* entre secteurs.

#### V) La valeur de la monnaie et la pratique bancaire

La théorie vanderlintienne de la valeur de la monnaie est une théorie de l'offre et de la demande. Autrement dit la valeur de la monnaie est déterminée comme celle de tous les biens.

D. Vickers s'étend particulièrement sur ce qu'il considère comme le plus important : *la relation entre l'offre de monnaie et la taille de la population* (ou Pop). Cette relation est à sens multiples dans l'Essai :

- d'un certain point de vue, elle réitère *la théorie quantitative statique de Locke*. (soit  $M.V = P.Y$ ). La baisse des prix est finalement le résultat de la croissance de la masse monétaire à vitesse de circulation (V) décroissante. Soit :

$\Delta \text{Pop} \Leftrightarrow \Delta (M/Y_{\text{réel}}) \rightarrow$  Si V décroissant et  $Y_{\text{réel}}$  donné, le niveau des prix décroît.

- d'un autre point de vue, elle anticipe les conclusions de Cantillon. La hausse des prix étant aussi considérée comme le résultat d'une croissance de M supérieure à celle de la population (cf plus haut). Ce qui révélerait une thésaurisation (sous forme ostentatoire) de l'excès de monnaie.

Lorsqu'il envisage l'offre de monnaie sous forme d'or et d'argent, Vanderlint élargit sa réflexion aux pays producteurs de métaux. Il considère cependant comme Law, que le *papier-crédit* a les mêmes effets que les métaux sur les prix.

La théorie monétaire en économie ouverte débouche sur une conception éclairante du mécanisme de l'équilibre automatique de la balance des comptes.

Sa conception de la monnaie diffère de celle de Law, puisqu'il est contre la monnaie bancaire, mais de manière contradictoire, puisqu'il lui reconnaît une fonction.

Finalement Vanderlint partage le problème de la théorie monétaire mercantiliste, celui d'une *théorie intégrée* des trois variables : M, P, et Y (et plus généralement le niveau de l'activité économique). Mais il a le mérite de l'avoir considérée, en unissant en quelque sorte Locke (qui



présente deux théories séparées : [M et P ; M et Y]), et Law (lequel n'en présente qu'une seule : M et Y, bien qu'il fasse jouer la relation M et P).

Conclusion sur la présentation de D. Vickers

Faire de Vanderlint l'un premiers théoriciens de l'équilibre macro dynamique et multisectoriel, dans lequel la quantité de monnaie est la variable d'ajustement privilégiée, permet effectivement d'ancrer l'Essai dans le grand courant de pensée qui traverse l'économie politique anglaise entre 1690 et «les « Principes » de Sir James Steuart en 1776. D. Vickers ne nierait sans doute pas qu'il y a toutefois plus qu'un modèle d'équilibre multisectoriel. Les paragraphes qui suivent sont donc destinés à éclairer les fondements du modèle, ainsi qu'à enrichir sa présentation.

## I2) La première analyse moderne de l'accumulation capitaliste considérée comme croissance du bien-être macroéconomique

### I21) La définition de l'accumulation dans **un contexte historique « impressionnant »**

#### I211) Le contexte et la place de la réflexion de Vanderlint dans l'histoire de la croissance anglaise

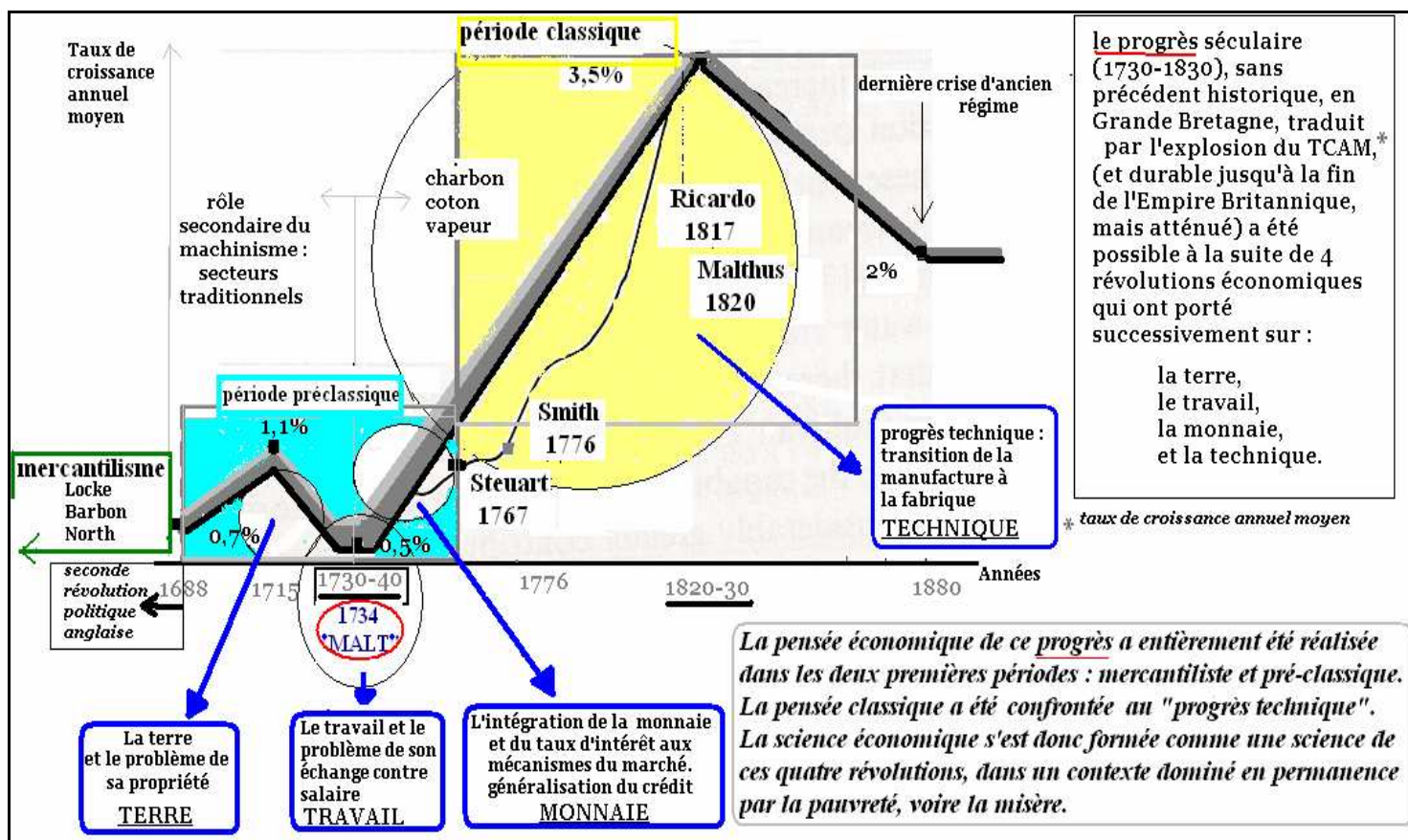
Pour l'auteur, il s'agit concrètement, par l'application de **principes nouveaux**, de redresser la situation de marasme économique de l'Angleterre (illustrée par la fermeture de nombreuses maisons de commerce, le sous emploi dans les villes, et à la campagne), qui s'est lentement dégradée sous le coup des quatre événements historiques suivants :

- Une très forte dépopulation, surtout à la campagne, due à la peste, et au grand incendie de Londres. La reprise de la croissance de la population paysanne, s'est ensuite réalisée mais pour une population appauvrie, jusqu'à la misère, du fait du ***mouvement des enclosures***
- Une très ***forte concentration urbaine***, centrée sur Londres qui a vu sa population doubler dans les 40 années antérieures
- Une ***inflation galopante*** liée aux emprunts de la Couronne pour financer les guerres antérieures (Guerres de succession), et les banqueroutes répétitives
- L'***émigration*** en nombre de la main d'œuvre qualifiée et apte au commerce vers les nouvelles colonies d'Amérique (dont la Virginie).

Il est possible de rendre compte, de manière simplifiée, de l'importance d'une telle réflexion en la situant dans l'histoire longue de la croissance anglaise. Le schéma ci-dessous illustre brièvement cette histoire. Le constat essentiel est la « **transition** » que semble connaître la Grande Bretagne au moment de la rédaction de l'Essai : les années 1730-40. Transition sur le plan à la fois « matériel » ou économique, et dans la pensée économique elle-même. C'est dans cette transition, au coeur même de la dépression, que *la question du travail salarié* s'est posée dans les termes modernes que nous connaissons aujourd'hui. Plus généralement, la production capitaliste éclot progressivement avec « la grande découverte » des trois marchandises que sont : *la terre, le travail, puis la monnaie*. L'économie politique élabore son « objet » (que l'on peut définir comme une « *macroéconomie de la richesse nationale* » en quelque sorte) en devenant avec Sir James Steuart, progressivement « *classique* », après une longue période qualifiée de « *mercantiliste* ». Il serait excessif de rapporter à Vanderlint seul, pareille mutation, pas plus qu'à Steuart ou à Locke. Cependant la perspicacité de son diagnostic de la crise, sa clairvoyance quant à la nécessaire *marchandisation* des facteurs « primaires » (terre et travail), au rôle contradictoire des échanges internationaux, et l'audace de ses propositions, conduisent à singulariser son Essai comme étant *l'essai de la transition et donc celui du « manifeste libéral »*.



# La croissance économique de la Grande-Bretagne et les deux périodes de la pensée économique libérale anglaise : la période *pré-classique*\* et la période *classique*



\* la période *pré-classique* ne distingue pas de manière tranchée du « mercantilisme ». Elle en est une continuation. L'Essai de Vanderlint est un bon exemple. Ce qui ne signifie pas cependant une *unité du discours*.

## I212) Définition de l'accumulation

Les propositions de Vanderlint se présentent d'emblée sous la forme d'une *politique macroéconomique en économie ouverte*, basée sur la *croissance du produit net national*. Les XV maximes contiennent un *modèle de croissance implicite*, keynésien avant la lettre parce qu'il vise le « *plein emploi* » de la main d'œuvre.

La maîtrise des quatre phénomènes présentés plus haut, impose selon Vanderlint l'urgence d'une *croissance du volume des biens de subsistance (Y) dans le but de diminuer leur prix*. La surface cultivable doit pour cela être accrue. Plus précisément, *la croissance de la richesse nationale, ou accumulation, est définie par celle du produit net (PN) qui est une fonction macro économique déduite de la fonction du produit brut (PB) en valeur*.

Le PB s'écrit en termes de croissance pour une année donnée :  $PB = pY = wL + \pi K + rT$

Avec  $p \rightarrow$  niveau général des prix

$Y \rightarrow$  production de subsistances en volume

$w \rightarrow$  taux de salaire nominal et  $L \rightarrow$  volume de l'emploi global

$\pi \rightarrow$  taux moyen de profit et  $K \rightarrow$  masse du capital engagé pour la production  $Y$

$r \rightarrow$  taux de rente et  $T \rightarrow$  superficie totale cultivée

On déduit l'équation de la croissance du Produit net, en soustrayant les dépenses ou « avances » en salaires réalisées pour la production de  $Y$ , soit :

**Croissance du produit net**  $PN = pY - wL = \pi K + rT$ . Cette croissance est exprimée en termes nominaux. On obtient la croissance du *produit net en termes réels en déflatant par le niveau général des prix*, soit :

$$PN(\text{réel}) = Y - (w/p)L = (\pi/p)K + (r/p)T$$

Cette équation en termes réels nous donne la croissance pour l'année courante du **pouvoir d'achat des revenus des trois classes** distinguées par Vanderlint :

*les salariés* ou la masse paysanne et les manœuvres des villes (salaire réel)

*les manufacturiers, négociants, commerçants et artisans, et surtout les fermiers* (au sens de Quesnay) (profit réel)

*les propriétaires fonciers (du sol et des immeubles)* (rente réelle)

Elle fait également ressortir que l'accumulation capitaliste

- prend la forme d'une croissance des quantités de facteurs utilisés dans la production :  $L$ ,  $K$  et  $T$  (travail, capital et Terre)
- et corrélativement, celle d'une croissance du produit net entre deux périodes de production, telle que  $PN_2 > PN_1$ .

L'équation montre l'importance jouée par les **niveaux absolus** des trois variables : Emploi, Capitaux et Superficie cultivée, mais aussi celle des **taux nominaux des salaires, du profit, et de la rente**. De plus, c'est le **taux d'inflation** qui détermine l'ampleur de la variation du bien être général de la société. Ainsi, l'inégalité  $PN_2 > PN_1$  n'est vraie en cas d'inflation que si la croissance des prix ( $p$ ) est inférieure à celle de  $w$ ,  $\pi$  et  $r$ . Ce qui suppose donc parallèlement une **hausse de la productivité du travail** ( ce qui signifie : des subsistances produites à coût moindre). Ce dernier facteur est étrangement absent, ou en tout cas minimisé, dans la présentation de D. Vickers (cf supra).

Les estimations du modèle macroéconomique présentées dans l'Essai, ont toujours trait à la même démonstration :

« Tout manque d'emploi ou de commerce pour une partie de la population, ne doit être qu'imputé à ceci, que nous n'avons pas assez de terres en culture pour l'employer et la nourrir. J'insisterai à nouveau sur le fait que si la quantité produite pouvait être accrue d'au plus un quart seulement, le prix de la production diminuerait de moitié.. » [C6].

Cette présentation est conforme au *projet de l'Essai* et montre d'emblée sa stature. Toutefois, il ne faut pas se méprendre. Pour de nombreuses raisons, nous sommes conduits à penser que le mot d'ordre *principal* : extension de la superficie cultivable et salarisation de la population paysanne dans de plus imposantes fermes, utilisatrices des procédés techniques les plus évolués (ex : Jethro Tull dans le comté du Norfolk), donc à haute productivité, sont une réponse au marasme commercial et productif dans les villes (Londres en particulier). Preuve en est le **niveau élevé du chômage** qui y sévit et la hausse du niveau général des prix déploré par l'auteur. Ces deux phénomènes sont la traduction d'un manque de débouchés pour le capital dans les activités urbaines. On dira alors qu'il y a excès de capital par rapport aux capacités d'absorption du marché intérieur. *La solution peut sembler évidente : si la terre et avec elle les unités de production que sont les grandes fermes sont*

*étendues, sous l'égide des marchands, détenteurs des capitaux en attente de débouchés, il devient possible de résoudre la crise d'accumulation en employant l'excédent de main d'œuvre urbain à la campagne, et en diminuant le coût des subsistances produites. Autant de phénomènes, qui concourent à la **formation d'un véritable marché intérieur**.*

I22) Les obstacles à la hausse du taux d'accumulation, et les solutions vanderlintiennes

1) L'obstacle de la croissance de la rente : ***l'impossible production jointe*** : Terre/Fermes.

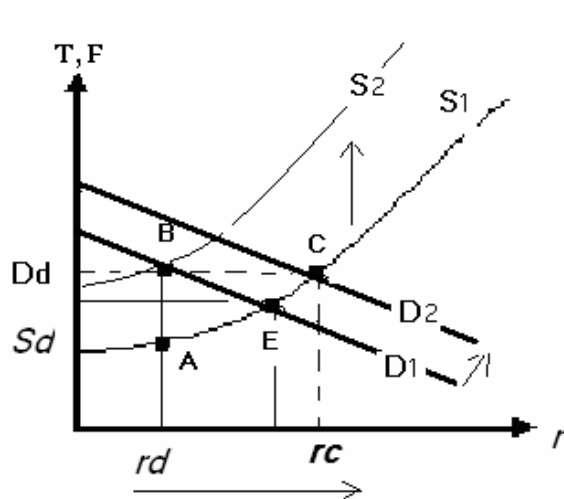
**On appelle productions jointes, les productions qui fournissent plus d'un produit ou output.** Elle suppose un propriétaire et des avances. La production jointe « Terre-Fermes » peut être supposée réalisée par les propriétaires fonciers qui par les *avances foncières* permettent le défrichage du sol pour la culture, et donc l'installation de fermes.

Tandis qu'ils ne représentent que 4% de la population, les propriétaires fonciers (Nobles de naissance ou Gentlemen anoblis) contrôlent l'essentiel des terres du Royaume à l'exclusion des territoires réservés à la puissance publique. Ils sont en **situation de monopole**. Leur enrichissement a jusqu'ici reposé sur un système d'exploitation de petits fermiers (« *tenants* » ou exploitants agricoles), mis dans l'impossibilité de retirer un **excédent d'exploitation** (« *overplus* » ou profit chez Vanderlint). Cet excédent ne peut être réinvesti du fait de la ponction de la rente. La masse de la population paysanne étant, quant à elle, composée pour l'essentiel de serfs.

Les mêmes arguments critiques seront avancés en 1776, par Adam Smith dans « *Wealth of nations* », Livre I, chapitre 11 : « *de la rente de la terre* ».

Or, disait déjà Vanderlint, ce système repose sur une logique passée, celle du patrimoine foncier (ou de la propriété foncière), à laquelle il faut renoncer pour accepter une **logique capitaliste (celle du capital), qui consiste à élargir le marché à deux biens nouveaux, la terre et la ferme**. Autrement dit les propriétaires fonciers doivent accepter *la vente sur le marché d'une quantité suffisante de terres correspondant à la demande de fermes par les investisseurs (les petits fermiers s'ils en ont les moyens ou les capitalistes des villes)*. Dans les faits il y a opposition entre les deux biens, c'est à dire limitation volontaire de l'offre de terres, par les propriétaires, alors que la demande de fermes est en expansion. Ce qui explique *le prix élevé du sol*. Le résultat a été la ruine de nombres de fermiers. Le graphique ci-dessous montre cet effet de la monopolisation du sol sur la rente.

## L'effet de la monopolisation du sol sur la croissance de la rente [ C7]



$T = \text{terres}$                        $r = \text{rentes}$

la demande de fermes :  $D = f(r)$  et  $f'(r) < 0$   
l'offre de terres :  $S = f(r)$  et  $f'(r) > 0$

Pour une rente donnée,  $r_d$ , il existe un déséquilibre entre l'offre de terres ( $S_d$ ), au point A, et la demande de terres ( $D_d$ ) au point B, tel que  $D_d > S_d$ . Le libre jeu des lois du marché devrait se traduire par une baisse de la demande et une hausse de l'offre, pour atteindre l'équilibre (E). Au point E,  $D_d = S_d$  pour une rente supérieure à  $r_d$  (en abscisse).

Mais la nécessité de la terre, qui est la base des fermes, conduit les demandeurs à maintenir la quantité de terres demandées à  $D_d$ . Jouant sur ce phénomène de concurrence entre demandeurs, les propriétaires fonciers ne consentent à libérer la quantité  $S_d = D_d$  qu'au prix  $r_c$ , obligeant les demandeurs à accepter la hausse de la rente égale à  $(r_c - r_d)$ . Le déplacement de la courbe de demande de  $D_1$  à  $D_2$  traduit cette nécessité et l'équilibre a lieu au point C et non E. Les propriétaires bénéficient donc d'une position de monopole sur le sol

L'hypothèse envisagée par Vanderlint est à l'opposée de celle là (\*). Pour lui le prix des demandeurs ( $r_d$ ) devraient dans la situation d'urgence s'imposer. Les propriétaires seraient contraints de l'accepter, et d'élever leur offre de  $S_1$  à  $S_2$  pour atteindre l'équilibre au point B, de rencontre avec  $D_1$ .

(\*) on peut la qualifier de "coup de force". Voir ci-après.

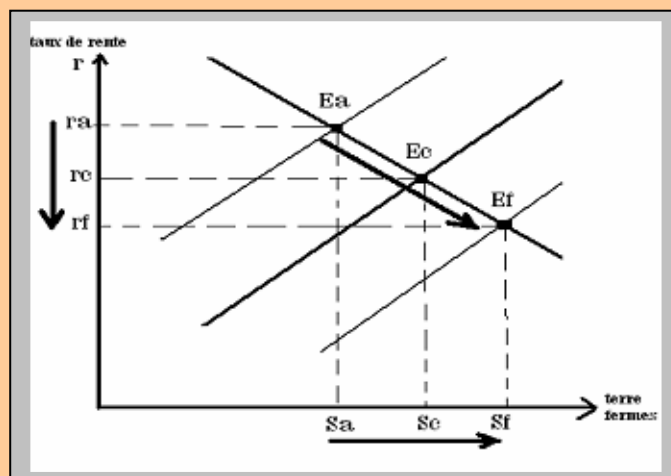
Cette opposition est naturellement anormale selon Vanderlint, car il s'agit de deux biens « joints », dont les propriétaires fonciers sont les seuls « producteurs ».

La raison pour laquelle l'offre de terres reste faible alors que la demande de fermes est croissante, est évidemment *la hausse du prix de location ou du sol, la rente*. Ainsi Vanderlint montre que c'est la *disjonction* des deux biens qui permet aux propriétaires fonciers d'exiger une croissance du taux de location du sol. Cette stratégie joue contre les intérêts de la nation toute entière. Le modèle estimé par Vanderlint dit en effet qu'une croissance globale de 300% (soit une multiplication du produit net par 4) est possible sous la double hypothèse d'une multiplication du produit global par deux et corrélativement une baisse de la croissance des rentes de 30%. Une telle croissance bénéficierait (sous ces deux hypothèses) d'une division par deux du *prix des subsistances*, qui serait un stimulant pour la demande de biens de consommation et celle d'investissement, puisque les revenus réels des deux classes : les salariés et les capitalistes seraient accrus.

Pour « rendre les choses conformes à leur nature », Vanderlint propose un véritable « coup de force » économique, sous la forme d'un *interventionnisme* « bien pensé ». Il suffit que des terres « publiques » soient cédées à un taux de rente assez bas, pour que le mécanisme du marché puisse être enclenché. L'encadré ci-dessous explique cette solution.

- LE COUP DE FORCE VANDERLINTIEN -

**Baisse de la croissance de la rente nominale et hausse de la superficie cultivable et exploitable par la Grande Ferme**



Le graphique ci-dessus décrit à l'aide des flèches les effets concomitants et illustratifs du *coup de force vanderlintien*.

La situation *observée par l'auteur* en 1734, dans les conditions de location du sol de l'époque, est représentée par le point d'équilibre « Ea » qui correspond simplement à l'échange entre l'offre de terre ( $O_T=f(r)$ ), et la demande de fermes ( $D_F=f(r)$ ), au taux nominal de rente « ra » pour une superficie totale cultivable dans le Royaume égale à « Sa ». Cet équilibre n'est pas à proprement parler un équilibre de concurrence, parce que l'offre est plutôt rigide compte tenu de la position monopoliste des propriétaires fonciers. Le prix de location « ra » est excessivement élevé relativement à la superficie mise en bail « Sa ».

Le véritable « *prix de concurrence* », si les propriétaires fonciers jouaient le jeu du marché, serait moindre dans les faits. L'équilibre se situerait en effet au point  $E_c$ . En ce point un nombre d'offres supérieur proposent en effet une superficie cultivable ( $S_c$ ) plus élevée que  $S_a$  du fait de la croissance la demande fermes. La traduction en serait la chute du taux de rente de « ra » à « rc ». Atteindre une telle situation représenterait déjà un demi coup de force. Mais elle ne satisfait pas Vanderlint. La raison est sans doute due à l'importance de la *suraccumulation de capital dans les manufactures*, et donc au *besoin décuplé d'investissement en Fermes*. L'Essai lui-même peut d'ailleurs être considéré comme un plaidoyer pour un véritable coup de force. On en prendra pour preuve, par exemple le parti pris vanderlintien de remédier à toute la pauvreté dans le Royaume par une mise au travail salarié de toute la main d'œuvre désoccupée. L'autre exemple est l'intransigeance des propriétaires pour accepter une diminution de la croissance de leurs rentes.

A situation bloquée, réponse forte. C'est ce que propose l'auteur. C'est un judicieux *raisonnement à la marge* qui le conduit à proposer de faire concourir toutes les moyens (économiques et politiques) vers la réalisation de l'équilibre  $E_f$ , avec  $S_f > S_c > S_a$  et une rente  $r_f < r_c < r_a$ . Il suffit dit-il qu'existe un *lot additionnel aliéné en bail* à un prix suffisamment conciliant pour satisfaire la demande *additionnelle* en fermes, pour que l'ensemble des prix d'offre s'ajustent ensuite progressivement sur ce prix à mesure que s'accroît l'offre de terres. Ce prix, et cette superficie marginale, Vanderlint les trouve par un *Appel à la Couronne* pour qu'elle accepte de céder au marché *une partie du territoire national* (« *Crown Lands* »), enclenchant ainsi un *processus de cession-vente au prix d'offre nettement diminué* (« *easy terms* »). La citation essentielle est ici :

**« Again, I would most humbly submit it to the Consideration and Goodness of His most Gracious Majesty, whether his Majesty might not, by giving his Crown Lands in proper Parcels on quit Rents, or any proper Acknowledgments for a Term of Years, begin this good Work, and relieve the poor Artificiers and Manufacturers, for whom His Majesty hath from the Throne most graciously expressed great Compassion.**

**And if His most Gracious Majesty shall please to continue to add, for some Years, such a Quantity of Crown Lands, in several Parts of the Kingdom, to be cultivated on like easy Terms, there will be People enough that will accept and improve them. »**

Si ce n'est un coup de force c'est du moins un coup de génie, d'autant que l'élargissement du modèle d'enrichissement du royaume à l'économie internationale avait tout pour fragiliser et donc forcément plaire à la Couronne.

## 2) L'obstacle du marché intérieur : *L'insuffisance de la demande intérieure : consommation et épargne*

Dans les maximes Vanderlint déploie une panoplie d'arguments en direction des propriétaires fonciers pour les convaincre. Il soutient ainsi :

→ une doctrine « *theologico économique* » et donc morale, basée sur les textes de la « Genèse ». La relation entre Dieu et les hommes est originellement fondée *sur le travail de l'homme pour faire fructifier le don gratuit qu'est la nature, ou la terre*. Abuser de la propriété de la terre, contre l'intérêt général, est donc contre nature, puisque cela revient à raréfier la production des subsistances.

→ Une doctrine *sociale et économique*, assise sur une parfaite connaissance des dépenses de consommation (détaillée en coefficients budgétaires) d'une famille ouvrière moyenne (paysanne type), qui montre l'existence d'une pauvreté de masse, et l'exigence d'une satisfaction des besoins primaires du plus grand nombre des travailleurs. **Ainsi que Marx l'a perçu, c'est à une véritable défense des intérêts de la classe ouvrière qu'il se livre.** Contre l'opinion commune, il explique le relâchement de leurs mœurs par la rareté du travail et/ou la faiblesse des revenus ; et il est conduit par son estimation à proposer la « *needfull allowance* » (m. : allocation de subsistance) qui n'est autre que l'ancêtre du salaire minimum. Ce que vise Vanderlint est à l'échelle macroéconomique un « **choc consommationniste** » (à la Boisguilbert dirions nous).

L'oisiveté des ouvriers est un thème combattu par Vanderlint. Il nie la supposé oisiveté ou paresse des travailleurs pauvres. Marx rappelle à ce sujet que :

« Pendant la plus grande partie du XVIII<sup>ème</sup> siècle,...de ce qu'ils pouvaient vivre toute une semaine avec le salaire de quatre jours, les ouvriers ne concluaient pas le moins du monde qu'ils devaient travailler les deux autres jours pour le capitaliste. » (P.205) [C9].

Et, Vanderlint s'était en effet écrié :

« *Aussi vrai que dit le proverbe, rien n'est si bon marché que le travail des pauvres* »

« *So true is the proverb, and so true 'twill always be, that nothing is cheap, but the labour of the Folks labour* » [C10].

Il suggère donc d'accroître le niveau général de l'emploi plutôt que le temps de travail.

« *if the produce can't be increased half. would not absolute necessity oblige the working people to work as cheap as they possibly can.* » [« Il n'y a rien qui oblige les ouvriers à travailler pour aussi peu qu'il le peuvent, si la production ne peut pas être doublée »] [C11].

Ce qui laisse donc à penser que Vanderlint était plus un théoricien de la croissance, qu'un partisan de la surexploitation du travail des ouvriers. Ce que de nombreux capitalistes de l'époque ne comprenaient pas encore. Restait à Vanderlint à désigner plus clairement les responsables des difficultés commerciales de l'Angleterre.

C'est donc à propos de la défense des intérêts des commerçants, marchands, négociants, fermiers, et capitalistes des manufactures, que les arguments de Vanderlint deviennent explicitement ceux d'une « **lutte de classe** ».

La situation de marasme commercial, liée à la rareté du sol cultivable et au sous-emploi nuit directement aux intérêts des fermiers et des commerçants, et mène les plus petits d'entre eux à la misère. La ville de Londres est même devenue le lieu de fraudes commerciales qui empêchent les lois du marché de s'exercer, et le colportage se multiplie (« *hawking goods* »). Avant les théoriciens Classiques, Vanderlint insiste sur le fait que **pour faire du commerce (surtout international), il faut des commerçants, et pour faire des commerçants, il faut de l'épargne**. Commerçants et fermiers doivent pouvoir agir en **chef d'entreprise** dont l'objectif est celui de la maximisation du profit issu de l'activité. **La relation Epargne – Investissement est donc au cœur de son essai**. Elle devient une des variables du bien être *miro économique, et macro économique*. La démonstration est appuyée sur une connaissance empirique du budget de la famille commerçante moyenne (ou de fermier) aussi fine que celle proposée pour la famille ouvrière moyenne.



A ces deux budgets types, largement déficitaires, il oppose le *luxue ostentatoire de la classe des propriétaires fonciers*. Non qu'il méprise le luxe, signe de l'amélioration du niveau de vie moyen. Il distingue simplement le *luxe nuisible à l'intérêt général, du luxe souhaitable* (dont celui de la Couronne). Les inégalités de revenus et de patrimoine constatées grâce aux estimations désignent *encore plus directement la croissance de la rente comme l'origine du mal*. Il passe alors des arguments moraux, à des arguments critiques allant

- de la proposition d'un partage selon les règles du marché, mais assisté par la Couronne, et le Parlement (voir le « coup de force » ci-dessus)

- à la révolution pure et simple, mais non sans avoir cherché à convaincre la classe des propriétaires fonciers que la reconversion de leurs rentes oisives ou gaspillées dans le luxe, en capital productif et le libre échange du sol, seraient plus avantageux pour eux.

Il faut dire qu'après la grande révolution parlementaire anglaise de 1688-89, Le pays avait été, il y a peu de temps, secoué par les **agitations révolutionnaires, pour la défense du droit au travail dans l'agriculture, et la revendication d'une collectivisation de la propriété du sol**.

Le rapport à la propriété foncière avait pris des accents rencontrés en Angleterre, bien avant 1734, Chez WINSTANLEY et les « Levellers » (à la campagne) ou chez John LILBURNE (en Ville). Vanderlint reprend ce thème dans son Essai, en défendant sans réserve les droits naturels des hommes sur le sol, et donc le *libre échange de la terre*. Une citation est centrale à cet égard :

« Chacun a par nature, droit selon ses capacités à une superficie de terres plus importantes qu'il ne peut en cultiver, autant qu'à l'air qu'il respire. Car il ne peut pas plus se priver de la terre nécessaire à la satisfaction de ses besoins, que de l'air qu'il respire. Et par conséquent, dans la mesure où les hommes sont nés par nature égaux à cet égard, il ne saurait en aucune manière être raisonnable de priver une part qu'elle que elle soit de l'humanité de ses droits naturels, sauf si on peut clairement prouver, que cette privation profite au bien collectif » [C13].

Cette critique acquiert d'autant plus de force, que le libre échange du sol est destiné à générer les emplois suffisants pour satisfaire les intérêts des paysans et travailleurs pauvres, et ceux des commerçants. Elle est aussi nécessairement acceptable puisqu'elle énonce les conditions d'une organisation sociale conforme à un ordre naturel.

Vanderlint pense en effet que : « Ce que l'on attend de chaque homme c'est qu'il procure un revenu à lui-même et à sa famille ; mais cette idée n'est pas raisonnable, si les choses ne sont pas constituées prudemment selon leur propre nature, de telle sorte que chacun puisse atteindre ce but » (Maxime XV) [C14].

La doctrine « théologico économique » et la doctrine sociale et économique, ne sont qu'un aspect de l'argumentation de Vanderlint. Elles témoignent de ses capacités d'observateur, inspiré comme il le dit souvent, par Sir William Petty. Ses thèses économiques, beaucoup plus complexes illustrent ses capacités analytiques. C'est en effet en marchand et gestionnaire imaginaire, qu'il entend porter à l'échelle de la nation, les principes d'une gestion rationnelle des ressources (« good management » », chez lui), ceux qu'il applique dans sa propre activité de marchand-négociant. **La monnaie est au centre de ses préoccupations**. Elle est comme on vient de le voir partiellement réponse à tout, lorsqu'elle prend la forme de la dépense de consommation à prix amoindrie, ou de l'épargne issue d'un profit d'entreprise ou du commerce. Mais c'est encore au-delà qu'elle est la réponse à tout. C'est dans cette variable qu'il faut lire les arguments d'une critique radicale du rôle joué par les propriétaires fonciers. Car en effet, Chez Vanderlint, la théorie quantitative de la monnaie devient une arme dans la lutte des classes.



## I23) Le bien être économique et la richesse dans une économie marchande

### 1) La théorie de la valeur travail

Pour qui a lu ou étudié Smith, une citation définit clairement la richesse d'un pays et sa mesure dans une économie capitaliste : « *le travail ne variant jamais dans sa propre valeur, est la seule mesure réelle et définitive, qui puisse servir, dans tous les temps et dans tous les lieux, à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises* » (Smith : « *Richesse des nations* ») [C15]. Cette théorie de la valeur travail n'est pourtant pas née avec la « *Richesse des nations* ». « *Money answers all things* » l'avait précédée : « *The value of all manufactures is chiefly constituted of the prices of the price or charge of the labour bestowed thereon* » (Maxime VII) [C16]. Citation dont l'idée générale est que la valeur de tous les biens produits est égale à la dépense en travail qu'elle a requise. Dépense estimée par « *the proper value of labour* », c'est-à-dire par le salaire. Plus précisément, cherchant à préciser cette théorie, il en vient à définir la valeur de toute chose par « *son coût de production en travail* » qu'il nomme le « *prime cost* ».

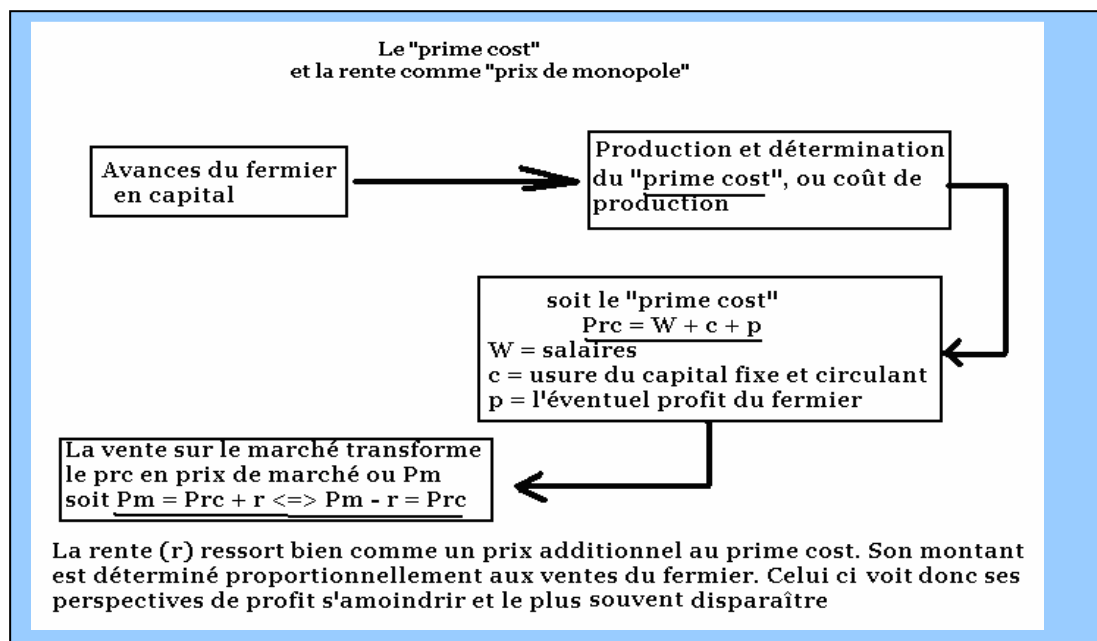
Vanderlint appelle « *prime cost* », mot à mot le « *coût premier* », le coût de production des biens agricoles (de subsistances), et des biens manufacturiers. Le *prime cost* est ce que Marx appellera *le prix de production*, ou la « *valeur en travail* » estimé en unités monétaires. Comme *prix* il est un résultat de la vente sur le marché. Vanderlint le décompose en deux parties, qui forment une équation, celle du *Prime cost* (Prc) :

Prc = *partie du prix couvrant les « avances en capital »*  
 + *profit du fermier destiné à renouveler le capital*

L'auteur fait remarquer, que le consommateur final n'achète pas les biens de subsistances au *prime cost*, mais au *prix du marché* (Pm) :  $Pm = \text{prime cost} + \text{« hand and manufacturing »} + \text{rente}$ . Le second terme est issu de la citation où est défini le *prime cost* :

« (le) *consommateur (...) doit(..) payer en fin de compte, non seulement payer les (..) rentes (..) mais également les nécessaires profits supplémentaires dus aux nombreuses mains par lesquelles il (le produit) a du passer* » [C17]. Ces nombreuses mains sont celles qui ont traits à la *transformation du produit dans la manufacture et sa circulation par le commerce* (« *hand and manufacturing* »).

Un schéma simple décrivant la *circulation du produit*, de la production à la vente sur le marché permet d'illustrer cette définition du *prime cost*. Le revenu appelé « *rente* » apparaît comme un « *prix additionnel* », ou comme l'a dit Smith, un « *prix de monopole* »



Le prix de marché est donc le résultat d'un processus de *production, transformation et circulation* des biens agricoles. **Dans ce processus dit Vanderlint : « c'est le travail qui ajoute la plus grande valeur à toute chose » [C18].**

C'est donc en unités de salaire (Vanderlint choisit le *salaire minimum comme unité*) qu'il convient d'estimer le *Produit net* résultant de la production nationale annuelle totale, ou la richesse du Royaume. L'ampleur de ce produit net est proportionnelle à l'importance de l'accumulation du capital, en particulier aux variations des quantités (K) de capital, de la superficie (T) de terres, et du niveau (L) de l'emploi.

On pourrait alors se demander : pourquoi n'a-t'il pas défini et mesuré l'exploitation de la paysannerie par les propriétaires fonciers, à l'aide de cette théorie de la valeur travail ? On peut se contenter de répondre que tout comme ses successeurs, les Classiques, il confond *la valeur de la « force de travail »* avec celle du « travail ». Pour cela il ne parvient pas à articuler la valeur de la « monnaie » (« *the proper value of money* »), et la valeur du « travail » (« *proper value of labour* »), puisqu'il est conduit à les confondre.

Il n'en demeure pas moins que MALT donne des assises supplémentaires à une **théorie de la richesse**, révolutionnaire à l'époque, puisqu'elle rompt avec l'idée d'une *auto fructification du patrimoine grâce à la nature* : à savoir, *La théorie quantitative de la monnaie*.

## 2) La richesse réelle dans une économie monétaire

### a) La Théorie quantitative de la monnaie

Nous n'excluons pas (voir plus loin) que le manifeste libéral de Vanderlint est un *manifeste mercantiliste*. Il n'y a pas dans la pensée vanderlintienne de séparation entre l'analyse de la richesse nationale, l'analyse monétaire, et le libre échange international. Aussi n'y a-t'il pas, selon nous, d'autre définition du libéralisme que celle du **libéralisme mercantilisme (la doctrine de la balance du commerce restant inchangée depuis sa première conception par les marchands du Moyen âge)**, quelle que soit l'étape du développement capitaliste à laquelle on se situe.

Mais, la théorie éclairée de la valeur travail étudiée ci-dessus, permet de constater que Vanderlint a définitivement, mais maladroitement, séparé deux sphères : celle de *la production* de la valeur (et donc de la richesse), dans laquelle *la valeur de tous les biens est accrue par le travail*, et celle de *la circulation*, ou encore de *l'échange*, où *la valeur est exprimée par les prix*, eux mêmes exprimés en monnaie. Ce qui lui permet donc de concevoir, avant Smith que *la richesse d'un pays n'est pas proportionnée aux quantités d'or, et d'argent (les espèces) que celui-ci possède*. On sait que cette confusion est habituellement celle prêtée aux mercantilistes.

Aussi, les maximes consacrées à la valeur peuvent-elles être considérées comme *l'un des exposés les plus modernes de la théorie quantitative de la monnaie (TQM)*, même si l'auteur propose modestement de n'exposer que « *some principles relating to money* » [C20]. (« quelques principes relatifs à la monnaie »).

L'expression conceptuelle centrale de son analyse devient alors celui de « *plenty of money* », (intraduisible), que l'on peut approcher par « *abondance monétaire* ». **Cette abondance est l'objectif à réaliser grâce à la croissance économique**. Avec le « *plenty of money* » Vanderlint dépasse l'ancien quantitativisme (celui de J. Locke) et donne au titre de l'Essai un sens complet : « *la monnaie est réponse à tout* », devenant *la monnaie est la réponse à tous les problèmes qu'elle a contribué à créer : la pauvreté, la guerre, les finances publiques, la place de l'Angleterre dans le monde, la fuite de la main d'œuvre qualifiée anglaise vers les colonies d'Amérique, et la croissance de la rente..etc.*

Pour de multiples raisons que nous ne pouvons développer ici, nous pouvons rapprocher la conception vanderlintienne de la TQM, de celle qui est la plus moderne : celle de **Irving Fisher** au XIX<sup>ème</sup> siècle [C21]

Irving Fisher insistera sur la signification de la relation, en formulant que *les variations de la valeur de la monnaie nationale* (dont  $-M$ - quantités circulent) *sont déterminées par celles de la valeur des transactions réalisées* ( $-T$ -) *pondérées par celles du niveau général des prix* ( $-P$ -), *et par la vitesse de circulation de la monnaie* ( $-V$ -). Soit sous une forme fishérienne, l'égalité quantitative ou TQM :  $M.V = P.T \implies$  **donc sous l'hypothèse  $V=1$  alors  $M/P = T$**

Elle signifie qu'il y a identité entre la VALEUR DES TRANSACTIONS réalisées au cours d'une période et la VALEUR REELLE DE LA MASSE DE MONNAIE EN CIRCULATION, OU SON POUVOIR D'ACHAT (sur la théorie quantitative voir dans ce cours : ANNEXE AU § 7.4 du Chapitre 7). Il adopte ainsi une conception dite des « *encaisses réelles* » (Ecole de Cambridge, et Don Patinkin) : **La croissance de la quantité d'or ou d'espèces (M) en circulation élève la valeur nominale des transactions (T), et diminue la valeur de la monnaie ou son pouvoir d'achat (M/P) proportionnellement à la hausse des prix P.** [C21]. Il revient au même de dire qu'une quantité plus importante d'espèces est nécessaire pour acheter le même produit physique, ou de dire qu'un produit physique échangé à prix croissants exige une quantité d'espèces plus élevées. **L'idée d'une neutralité de la monnaie est donc exclue, et avec elle celle d'un équilibre spontané de l'économie, telle que la postulera la « loi des débouchés » de JB Say, reprise par les Classiques (voir annexe N°1 à ce chapitre : JB Say : « la loi des débouchés »).** La Théorie quantitative de la monnaie ressemble à un *truisme* si l'on raisonne en économie fermée et *ex post*. Elle devient une simple égalité comptable et permet de constater l'existence de l'**inflation**, par la baisse de la valeur de la monnaie. On notera qu'elle ne l'est plus, si l'on raisonne en économie ouverte, avec des choix de politiques en matière de commerce international, et *ex ante*. Dans ce cas, le « problème » étudié dans les Principes de Vanderlint est un vrai problème, puisque la TQM devient alors un moyen pour concevoir la gestion de la masse de monnaie en circulation. Et le contrôle de l'équilibre monétaire, donne alors lieu, ainsi qu'il le laisse entendre, à deux options au moins, et opposées : **protectionnisme ou libre échange.**

Vanderlint réalise une *analyse de l'offre de monnaie (M)* qui dépasse la vision commune et étriquée (mais que **John Locke** avait déjà esquissée) :

La quantité de monnaie (M) dont disposent les agents pour réaliser leurs transactions au cours d'une période comprend l'*ensemble des moyens de transaction*, c'est à dire :

- les espèces d'or et d'argent frappées par l'Hôtel des monnaies, mais aussi l'or et l'argent en barre ou lingots. Cet ensemble est appelé **monnaie métallique**. Avec le billet de banque, dont la Banque d'Angleterre n'aura le monopole qu'au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, elle constitue la *monnaie fiduciaire*.
- **la monnaie de crédit ou scripturale** émise par les Institutions privées (Banques, assurances, Grandes C<sup>ies</sup> de commerce et autres prêteurs de fonds) et par le Trésor. La monnaie peut être celle intérieurement émise (*inland*) ou celle en provenance de l'étranger (*foreign*), comme les billets de crédit ou *traite* ou encore *effets de commerce*, dits « *inland bill of exchange* » ou « *foreign bill of exchange* ». A côté de ces billets circulent aussi les *obligations* (*Bill obligatory, mortgage*).

Le « **plenty of money** » devient dans ces conditions synonyme de « **pouvoir d'achat élevé** » de la monnaie anglaise. C'est donc l'action sur les prix (ou inflation) qu'il faut privilégier,

- D'abord en diminuant **le coût de production** des biens produits par l'Angleterre (voir plus haut)
- Ensuite en contrôlant l'offre de monnaie. En particulier, en évitant le gonflement de la circulation de la monnaie *scripturale*. Car, outre ses effets sur la variable (M), elle peut également avoir des incidences sur *le solde de la balance commerciale*. La critique du crédit (fortement utilisé pour les emprunt par la Couronne), surtout celui de long terme, est dans l'Essai une constante. Vanderlint est donc un *métalliste*, en matière de monnaie.

## b) L'illusion monétaire

A propos de la définition de la richesse réelle, Vanderlint veut provoquer une véritable rupture dans les représentations héritées du passé. Il propose la rectification d'un « *jugement erroné sur la monnaie* » (« *a mistaken judgment on money* ») [C22]

Résumons ce jugement erroné qui fait partie du monde des représentations des propriétaires fonciers et de la gentry : *La monnaie est un instrument de transaction, dont la forme aurifère et argentifère est la plus efficace, parce qu'elle permet de se libérer des dettes. Aussi l'enrichissement est-il nécessairement synonyme de croissance de la quantité de ces espèces or et argent, pour les particuliers et pour le Royaume. Le maintien d'un taux de croissance élevé des revenus de la propriété foncière (les rentes) serait alors le symptôme d'une croissance de la richesse.*

La démonstration de Vanderlint non seulement vise à faire accepter une diminution de 30% de la croissance de la rente, nécessaire pour qu'existe l'« *overplus* » ou profit du fermier, mais aussi à prouver que les propriétaires fonciers eux-mêmes y trouveraient un avantage : « *gentlemen will lose nothing by falling their rents...* ». La raison est qu'ils **sont victimes d'une illusion monétaire** : « (they) would lose nothing, but the name of so much per annum » [C23]. Ils confondent l'expression **nominale** de la richesse (« *the name* »), et son **expression réelle** (ou en termes réels). Et phénomène aggravant ils ignorent que la rente du sol est *du fait de la loi des rendements décroissants du sol* amenée à croître à mesure de la mise en culture de nouvelles terres (ce que Vanderlint avait conçu avant **Anderson et Malthus**).

En effet, si le Produit Brut s'écrit en termes de croissance pour une année donnée :

$$PB = pY = wL + \pi K + rT$$

*Toute croissance de la rente a pour effet d'élever le niveau général des prix (P), puisque la rente est un prix additionnel qui grève le « prime cost ».* Ce qui signifie que le produit brut en termes nominaux s'élève. Mais il n'en est pas de même du produit net, c'est à dire le produit brut déflaté par la croissance des prix, soit : croissance du PN =  $(PB/P) =$  Somme des revenus réels

En exigeant une croissance nominale excessive des rentes, les propriétaires fonciers font donc peser une lourde incertitude sur l'évolution de la richesse, c'est-à-dire *l'ensemble des revenus nets, y compris la rente réelle*. Ils auraient tout au contraire intérêt à participer au ralentissement de la croissance des prix en acceptant une diminution de la croissance des rentes. Ils en tireraient eux-mêmes avantage parce que leur « *bien fonds* » s'apprécierait au lieu de se déprécier.

La conclusion est que les propriétaires fonciers, principaux responsables de la hausse des prix, des subsistances en particulier, gagneraient donc à voir le taux de croissance de leurs rentes baisser, puisqu'ils s'enrichiraient grâce à la baisse consécutive des prix.

Vanderlint explique ainsi les causes des plaintes qu'ils formulent eux-mêmes, face à la dégradation de leur luxe, relativement à leurs ancêtres.

Mais surtout il avance ainsi vers une *théorie de l'équilibre macroéconomique*, en situant le *niveau optimal de la rente* et de l'ensemble des revenus : *Ceux-ci doivent être à leur « **proper point** » synonyme d'optimum*, donc correspondant à un **taux d'inflation compatible avec la croissance économique**. Ce qui signifie :

→ pour les rentes : qu'elles soient dans le meilleur des cas = 0, parce que les propriétaires fonciers auraient compris leur intérêts à devenir eux-mêmes investisseurs dans la Grande ferme, donc des capitalistes

→ pour les salaires : qu'ils permettent aux ouvriers et paysans de vivre selon un *salairé minimum de subsistance*. Vanderlint l'estime au *double du salaire actuel*.

→ pour les profits : qu'ils soient « *maxima* », à la fois pour renouveler *les avances réalisées*, et permettre *l'extension de la production* par leur réinvestissement . Vanderlint estime le taux à 40% au moins des avances en capital.



### 3) Bien être économique et stratification sociale : *le modèle libéral de la mobilité sociale*

L'une des grandes particularités de l'Essai est de **codéterminer les objectifs sociaux et les objectifs économiques**. Plus précisément l'objectif macroéconomique de la croissance du produit net possède des fondements microéconomiques. Simplement ces derniers ne sont pas ceux d'« individus rationnels », à l'exception de l'entrepreneur fermier, mais ceux de **classes sociales**.

Au centre de leur comportement est située *la dépense du revenu*, et donc le *pouvoir d'achat*, c'est-à-dire le montant nominal du revenu et sa capacité réelle d'acquisition. Ce que souhaite promouvoir Vanderlint, après la révolution politique anglaise, c'est une **révolution économique**, dans la **répartition des revenus**, qui concrétiserait définitivement la première. Celle-ci a destitué le roi de son pouvoir divin, la nouvelle doit destituer les propriétaires fonciers de leur droit absolu sur la terre, pour réaliser le même intérêt général que l'autre. La reconnaissance du fermier comme **chef d'entreprise** (la Grande ferme), et celle du sol comme bien échangeable sur un marché (donc *marchandise*), sont les buts principaux de cette révolution économique.

***C'est donc d'un bouleversement des rapports sociaux dont il s'agit*** : la généralisation du **salariat** en lieu et place du *servage*, l'accumulation du capital par la croissance des profits en lieu et place de la dépense improductive et ostentatoire de rentes issues du droit de propriété. Ces objectifs sont réalistes dit l'auteur, à condition de s'en remettre aux lois de l'échange marchand, **et donc d'accepter que la monnaie puisse exercer sa fonction de capital.**

A l'exception des pauvres, les classes n'intéressent Vanderlint que selon leur revenu annuel. Celui-ci est supposé être un indicateur de leur prospérité ou au contraire de leur misère. C'est donc pour les besoins de son analyse qu'il présente un modèle simplifié de la répartition du revenu national entre les trois classes, dénommées par lui : « **gentlemen** », pour désigner ceux qui vivent de la propriété foncière, « **labouring people** » pour désigner les ouvriers et paysans des villes et des campagnes, et « **trading part of the people** » ou la partie commerçante et négociante du peuple. Toutefois, il connaît la stratification sociale de l'Angleterre du début du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Celle-ci a été pleinement étudiée auparavant par **Gregory King** [C25]. La méthode de Vanderlint, celle de l'estimation du « **yearly income per families** » (revenu annuel moyen par famille) était devenue une tradition. En agrégeant les niveaux de revenu moyens, on obtient les ordres de grandeur suivants pour les 4 grandes classes sociales, qui constituent alors des **rangs** de la société : *Les salariés pauvres* (10£ à 40£/an/famille), *la bourgeoisie petite et moyenne* (40£ à 150£/an/famille), *la grande bourgeoisie* (150£ à 1000£/an/famille), *la noblesse* (plus de 1000£/an/famille). Mettre un frein à ces inégalités consiste d'abord à *élever la condition sociale* des classes les plus *pauvres* : « *labouring people and out servant* », « *cottagers and paupers* », « *vagrant* », « *common seamen* » et « *common soldiers* ».

La monnaie doit pouvoir jouer ce rôle. Mieux la hausse de son pouvoir d'achat, dans un processus de croissance autoentretenu, tel que la demande de biens de consommation tire la production, doit élever la position de chaque classe proportionnellement à son rang. *Ceci est la mobilité sociale* telle qu'elle est envisagée par Vanderlint. Elle n'est possible cependant que si *un consensus* existe dans le Royaume. Ainsi serait admise *une autre architecture des rapports sociaux*, une fois l'obstacle de la rente levée.

**Dans cette hypothèse, le modèle macroéconomique de maximisation du bien être, apparaît comme un modèle de transformation des rapports sociaux.** Mais il s'agit d'une « transformation dans la permanence » : les rangs des facteurs de production sont effectivement bouleversés puisque le capital et le travail deviennent prioritaire face à la terre, mais les rangs des classes sociales sont souhaités pouvoir conserver leur permanence. Vanderlint invente ainsi en quelque sorte, *la pyramide sociale, ou l'échelle sociale qui deviendra la norme de représentation libérale des rapports sociaux*. L'idéal de cette pyramide étant *le gonflement de la classe moyenne* (appelée par lui « **middling people** »), autour de laquelle il s'agit de réduire les écarts. La classe moyenne représente également un *idéal des valeurs sociales* parmi lesquelles

Vanderlint privilégie : la famille, le mariage, la procréation (il est populationniste), le refus des tentations dégradantes (alcool, prostitution, violence, malpropreté), la croyance religieuse (assortie d'une conception augustinienne du Bien et du Bonheur), la prévoyance et le soucis de l'épargne, l'amour du Royaume et la sympathie entre les peuples, et d'autres parsemées dans l'Essai.

C'est pour toutes ces raisons que le discours de Vanderlint dénonce le luxe nuisible à la société et considère *la misère* comme contre nature. Il est de ce fait un des premiers auteurs à *penser la fiscalité moderne* comme le moyen de redistribuer les revenus entre les classes. L'Essai contient en effet une longue analyse des effets respectifs de deux types d'imposition appelées « *land tax* » et « *taxes and duties on goods* », c'est-à-dire l'impôt sur le sol ou la rente, et les impôts indirects sur la consommation. Son exposé magistral, convaincant de la plus grande efficacité d'un *impôt unique sur le sol*, pour peser sur la rente et éviter d'empiéter sur les revenus moyens ou très faibles.

### Conclusion

L'économie nationale telle que nous la propose Vanderlint forme finalement un *circuit macroéconomique très proche de celui des physiocrates*. L'enrichissement du Royaume et des classes sociales qui le composent, sont impulsés par *la dépense d'un produit net*, ou excédent de la production *sous la forme du profit* (en lieu et place de la rente), par les fermiers capitalistes et les manufacturiers. Cette dépense forme l'accumulation du capital, c'est-à-dire le supplément d'avances en salaires et de capitaux fixes productifs, susceptible d'accroître simultanément la productivité du travail, l'emploi, le produit brut, et donc permettre le renouvellement du cycle de l'accumulation au moyen de dépenses nouvelles. Si dans le même temps l'inflation est contenue grâce à un contrôle de la quantité de monnaie en circulation, alors *la croissance réelle* devient pour le Royaume un *développement économique* qui élève, proportionnellement à leur rang dans la société, la condition de toutes les classes qui la composent.

Toutefois cette évolution n'est pas autarcique, et requiert le respect des contraintes du **commerce international** dont Vanderlint a été, selon J. Viner, le premier grand théoricien.

II) L'extension des rapports sociaux capitalistes à l'échelle mondiale considérée comme réalisation du bonheur de l'espèce (« *felicity of mankind* ») : la théorie de l'économie internationale

Prenant le contre-pied de toutes les théories et politiques *protectionnistes*, à l'exception de celles qui régulent les entrées et sorties d'or et d'argent du Royaume, Vanderlint propose un modèle d'économie international de libre échange mutuellement avantageux pour les nations échangistes du monde. Il a clairement posé le cadre théorique nécessaire pour comprendre la *société marchande capitaliste*, tout en cherchant à la promouvoir par l'énoncé de principes. **La citation de référence** pour cette partie III est la suivante :

**« All nations of the world, therefore, should be regarded as one body of tradesmen, exercising their various occupations for the mutual benefit and advantage of each other ».**

« Toutes les nations du monde, par conséquent, pourraient être considérées comme un seul corps de marchands, exerçant leurs occupations variées pour le bénéfice et l'avantage mutuel de chacun d'eux » (Maxime XV) [C26]

III) La reconnaissance du modèle par Jacob Viner : La généralisation du principe quantitativiste en « *théorie de l'équilibre automatique de la balance des comptes* ».

Sur ce sujet, Vanderlint a, comme on l'a dit, resurgi de l'oubli grâce aux découvertes de **Jacob Viner**. C'est en effet Viner qui invite à lire l'extrait ci-dessous comme un exposé moderne de la *Théorie de l'équilibre automatique de la balance des comptes* :

« Du libre échange (« *unrestrained trade* ».) ne peut surgir aucun inconvénient, mais uniquement un très grand avantage ; Etant donné que lorsqu'il entraîne une diminution des liquidités nationales (...), celles des nations qui bénéficient de ces liquidités voient forcément leurs prix s'accroître, puisque les liquidités s'y sont accrues. Et si nous, qui nous défaisons de la monnaie, portons notre croissance à un niveau suffisamment élevé pour réduire suffisamment le prix de la main d'œuvre, qui est toujours constitué par le prix subsistances et des boissons, nos biens manufacturés, et toutes les autres choses, deviendront ensuite si peu coûteux, qu'ils retourneront la balance en notre faveur, et feront refluer la monnaie à nouveau » (MALT) [C27].

Il est vrai que c'est au travers d'un exposé complexe et parfois contradictoire (à cause de la confusion : « *proper value of money* » et « *proper value of labour* » présentée plus haut) que Vanderlint démontre ce principe. On sait qu'il a été réexposé ensuite par Hume et Ricardo. Et, par exemple Marx, résume l'exposé ricardien de la manière suivante :

« Selon Ricardo, la valeur de la monnaie –métallique- est déterminée par le temps de travail qu'elle matérialise, mais ceci n'est vrai que tant qu'il existe une **juste proportion** entre la somme de monnaie et la quantité et le prix des marchandises, objets des transactions. Que la quantité de monnaie dépasse ce juste niveau et sa valeur baisse, les prix des marchandises sont en hausse ; si elle descend au-dessous de la proportion normale, sa valeur augmentera et il y aura baisse des prix des marchandises –toutes choses étant égales d'ailleurs -. Dans le premier cas, le pays où existe cet excédent d'or va exporter l'or tombé au-dessous de sa valeur et importer des marchandises ; dans le second il y aura afflux d'or vers les pays où il est surévalué, tandis que les marchandises sous évaluées s'écouleront de ces pays vers d'autres marchés, où elles sont susceptibles d'atteindre des prix normaux..... » (K. Marx : « *Le capital* », Chap XXXIV, op. cit. P. 207) [C28].



Nous reconnaissons dans ces deux citations plusieurs principes vanderlintiens déjà vus :

- La généralisation du principe quantitativiste à l'échange entre nations
- Le rôle essentiel du coût de production en travail des marchandises produites par chacune des nations échangistes

Mais, nous notons dans la première citation l'apparition du concept d' « *avantage* » de l'échange retiré par chaque nation. Cet aspect est nouveau et nous conduit à la *Théorie des avantages comparatifs*.

Développons ces deux aspects, connu et inconnu.

## II2) La généralisation du *principe quantitativiste* à l'économie internationale

Nous savons que l'abondance de monnaie, ou le « *plenty of money* » est donné pour une nation isolée par l'égalité quantitative :  $MV = PT$ . Lorsque varient les grandeurs M, P et T, et V étant constant, alors le pouvoir d'achat (« *plenty* ») d'une quantité M de monnaie en circulation est inversement proportionnel à la croissance des prix ou inflation [C29]. Dans les rapports d'échange internationaux, l'abondance de monnaie doit prendre en compte *les balances commerciales respectives des échangistes*, c'est-à-dire les exportations (X) et les importations (I) dont résulte *le solde de la balance commerciale* ( $S_{bc}$ ) :

$$S_{bc} = X - I \quad \implies \quad >0 \text{ si } X > I \quad \text{ou} \quad <0 \text{ si } X < I \quad \text{et} = 0 \text{ pour } X = I$$

On préfère à cette équation une mesure par *le taux de couverture des Importations par les exportations* ( $T_{bc}$ ) :

$$T_{bc} = (X/I) \times 100\% \quad \implies \quad >100\% \text{ si } X > I \quad \text{ou} \quad <100\% \text{ si } X < I \quad \text{et} = 100\% \text{ pour } X = I$$

(Cf fin de C29).

Et Vanderlint, en mercantiliste lucide, estime *qu'il est normal que la règle du commerce international puisse être la recherche par chaque nation de la réalisation d'un solde positif de la balance du commerce* (il adopte donc l'ainsi nommée « théorie de la balance du commerce » déjà énoncée il y a longtemps par **T. Mun**).

C'est pourquoi les deux citations données ci-dessus signifient qu'il est *nécessaire* pour les nations déficitaires, de « *régler* » *le solde négatif* et à l'inverse, que les nations *au solde positif, ou excédentaire* bénéficient d'un *afflux de métaux précieux*.

D'où l'on déduit que le jeu des échanges internationaux conduit à **l'apparition d'une balance des comptes (ou des règlements ou des paiements)**. C'est à la description de ce jeu de l'échange international, et à celle de ses effets sur la valeur des monnaies nationales, que s'est consacré Vanderlint. Les deux citations décrivent en effet ce jeu et ses effets, *que l'on résume sous le nom de théorie de l'équilibre automatique de la balance des comptes*.

Pour Vanderlint, cette théorie n'est que l'extension à l'ensemble des nations, du principe quantitativiste, supposé alors valoir à l'échelle du monde. Cette extension est le sujet implicite des citations.

Pour illustrer la *théorie de l'équilibre automatique de la balance des comptes* l'exemple de deux nations échangistes, la France (cuir et blé) et l'Angleterre (laine), est suffisant :

Si  $MV = PT$  (avec  $V$  constant) est vrai dans les deux nations, alors

Si Angleterre

$$X_A > I_A \rightarrow S_{bcA} > 0$$

et France

$$X_F < I_F \rightarrow S_{bcF} < 0$$

Alors, la variation de la quantité de monnaie dans la *balance des comptes*

$$\Delta M_A > 0$$

$$\Delta M_F < 0$$

Ce qui a pour conséquence suivant le principe quantitatif (et « *toutes choses égales par ailleurs* ») :

Une hausse proportionnelle à  $\Delta M_A$   
des prix anglais  $\Delta P_A$

Une baisse proportionnelle à  $\Delta M_F$   
des prix français  $\Delta P_F$

Les modèles macroéconomiques de chacune des nations sont affectés par ces variations de prix :

L'Angleterre *défavorablement* :

**Le « *plenty of money* » diminue.**

La France *favorablement* :

**Le « *plenty of money* » augmente.**

La leçon est que le libre échange, provoque inévitablement des effets monétaires (ou de comptes) qui jouent en sens contraire des effets commerciaux (ou de la *balance commerciale*). Ces effets sont traduits par les variations des taux de change entre monnaie. Dans notre exemple l'Angleterre qui disposait en début de processus d'un change favorable, *parce que ses prix à l'exportation étaient plus bas* que ceux de la France, se trouve en fin de processus dans la situation opposée, en situation de change *défavorable*. La £ s'est ainsi dépréciée par rapport au Sol. On est par exemple passé d'une situation initiale où il fallait 10 sols pour 1 £, à une situation où il ne faut plus que 3 sols pour 1 £.

Au vocabulaire près, cette présentation est celle de Vanderlint. L'auteur envisage également *les autres opérations que doit habituellement retranscrire une balance des paiements*, puisque d'autres opérations que celles portant sur les biens existent et donnent lieu à des paiements (le dossier de cours comporte le détail de ces opérations dans la comptabilité de nos jours). Parmi ces autres opérations, *les flux internationaux de capitaux sont une composante importante*. Ils prennent la forme de rentrées d'or et d'argent monnayées, ou en lingots, résultats de prêts consenties par l'étranger aux particuliers, mais surtout pour couvrir les besoins militaires de la Couronne. Une autre forme est liée au trafic de l'or et de l'argent dont la *Gentry* (la *bourgeoisie*) est selon Vanderlint l'organisatrice. Elle gonflent toutes deux la masse monétaire, et participent à l'inflation intérieure. Aussi Vanderlint reste-il un partisan farouche du maintien des prohibitions sur les sorties et entrées de métaux précieux. Les lois du libre échange international ne s'accrochent donc pas de ces fraudes.

Elles sont gouvernées par le jeu des prix et du *différentiel d'inflation* entre nations échangistes. Car ce qui importe dans la balance des paiements est non pas l'effet, mais la cause. Or, celle-ci se situe dans le *taux de couverture EN VALEUR des importations par les exportations*. En valeur, c'est-à-dire *suivant le coût de production en travail de ces produits*, dont les deux déterminants sont :

*Coût de production en travail des produits anglais = dépenses en (salaires + profits + rentes)*

Et, en prenant comme unité le *salairé moyen*, on peut écrire :

*Coût de production en travail des produits anglais = dépenses en salaires exprimées en unités de salairé moyen*

Et, pour prendre en considération le *niveau de la productivité du travail* :

Coût de production en travail des produits anglais = dépenses en salaires exprimées en unités de salaire moyen (WL) / Prix (P)

Soit Coût de production en travail des produits anglais = Masse des dépenses salariales réelles. =  $(WL_A) / (P_A) = \text{PRODUCTIVITE RELLE DU TRAVAIL}$

On peut alors reprendre l'exemple ci-dessus pour écrire : [C31]

Que l'effet symétrique : Déficit de la balance des comptes (A)  $\neq$  excédent de la balance des compte (F)  
A une cause apparente seconde :  $X_A < I_A \rightarrow S_{bcA} < 0$        $X_F > I_F \rightarrow S_{bcF} > 0$   
Une cause apparente première :  $P_A > P_F$  différentiel d'inflation favorable à la France  
Une cause réelle :  $[WL_A / (P_A)] < [WL_F / P_F]$  ou le différentiel de productivité réelle est favorable à la France. Ce qui signifie concrètement que les deux économies sont compétitivement inégales. Une unité de salaire dépensée à ce moment là en France est plus efficace que la même unité dépensée en Angleterre.

Nous insistons sur la temporalité (à ce moment là) qu'impliquent ces déséquilibres successifs, car elle est en fin de compte source d'incertitude et d'aléas pour les nations échangistes. Pour décrire celle-ci, Vanderlint emploie même l'expression d' « *enfer terrible* » (« *dreadfull evil* ») pour décrire le jeu du libre échange, lequel doit être **absolu ou n'être pas**.

En annexe N° 2,

Nous avons là les raisons ultimes pour lesquelles l'Essai est écrit et énonce des principes monétaires qui doivent être rendus viables par **la baisse du coût en travail des biens produits par l'Angleterre**. Nous connaissons ces raisons sous l'intitulé moderne vulgarisé de Contrainte extérieure. Vanderlint étudie les conséquences à la fois dans le court terme (*l'entrée de métaux précieux ayant un effet favorable*), et dans le long terme (*effet défavorable lorsque les ajustements induits ont été réalisés*). Ce que reprendront textuellement David Hume (voir **Chap 1 bis** et document de cours N° 3 ) et **David Ricardo**

IL revient au même d'énoncer *la contrainte extérieure* sous les expressions : *différentiel d'inflation*, *différentiel de productivité réelle du travail*, *différentiel de taux d'intérêt réel* ou *de taux de change réel* (comme on le fait de nos jours, en désignant plus directement les valeurs respectives des monnaies). La modernité de l'enseignement de Vanderlint concerne moins le déséquilibre monétaire (taux de l'intérêt ou *prix de la monnaie*), que celui de son propre concept : *le « plenty of money »*. Or, celui-ci est à la mesure, mais moins visiblement, *de la productivité réelle du travail dans chaque nation échangiste*.

En ce sens, Vanderlint donne définitivement à *la théorie de la valeur travail* son importance pour la compréhension des phénomènes économiques et sociaux qui se déroulent dans les années (1730-1735) en Europe (et dans les pays coéchangistes), en redéfinissant la Notion de Richesse. C'est *la raison pour laquelle*, l'approfondissement conceptuel *de la valeur travail* sera systématiquement l'objet des premiers chapitres des trois œuvres clefs et à venir : La « Richesse des Nations », les « Principes », et Le « Capital ». Ces œuvres eussent sinon été dominées par les seules questions monétaires (en particulier par *le prix de la monnaie*).

En conclusion, il importe de relever deux résultats à partir de l'exemple, et qui suscitent des questions :

- Pourquoi la France a-t-elle pu réaliser un *excédent de sa balance commerciale* ? Et plus généralement à *quelle condition une nation échangiste* peut-t-elle bénéficier d'un excédent ?
- Puisque à long terme les balances des comptes finissent par s'égaliser, le *libre échange international* est-il le moyen d'une diffusion de la croissance économique à l'ensemble des nations échangistes ?

La réponse à ces deux questions est la même et repose sur la notion, ou concept d' «*avantage*» utilisé par Vanderlint. On aura reconnu l'expression avant la lettre de *la loi ou théorie des avantages comparatifs*.

### II3) La loi des avantages comparatifs et le bonheur de l'espèce humaine

Nous savons que la loi des avantages comparatifs de Ricardo consiste à montrer que le libre échange international, dans une économie de concurrence régie par les valeurs en travail, permet à chaque échangiste de tirer un avantage de l'échange. L'échange international est donc mutuellement avantageux lorsque les pays échangistes *se spécialisent dans les productions pour lesquelles ils possèdent un avantage comparatif en travail* (donc en productivité).

C'est pourquoi pense Ricardo : « *L'échange lie entre elles toutes les nations du monde civilisé par les nœuds communs de l'intérêt, par des relations amicales, et en fait une seule et grande société* » (Principes : chap VII) [C32]. Citation qui reformule donc Vanderlint [C26].

Lisons Vanderlint, qui, appelant ses concitoyens à *ne pas considérer le sous développement français* comme un phénomène favorable aux anglais, écrit qu'en général : « *those nations that can work cheapest must have the money, as sure as they always will have the trade* », « *car celles des nations qui peuvent travailler à meilleur marché, peuvent tirer le gain monétaire aussi sûrement qu'elles auront toujours le marché* » [C33].

L'avantage comparatif réside donc dans un *une dotation factorielle* favorable dans un type déterminé de produit, et dans chaque pays.

En se spécialisant dans le type de production où sa dotation factorielle est avantageuse, chaque nation retire un bénéfice de l'échange qui devient nécessairement avantageux.

Ce qu'affirme explicitement l'auteur: « *And this is an invincible argument for a free and unrestrained trade, since if any nation makes good for us, we must be making others for them or some other nation, and so mutually for each other, provided our goods are made cheap enough to maintain such commerce* »

« *Et ceci constitue un argument invincible pour le total et libre échange, parce que si quelques nations produisent des biens pour nous, nous pouvons produire des biens pour elles ou pour d'autres, et ainsi mutuellement les unes pour les autres, du moment que nous produisons nos biens à coût suffisamment bas pour conserver un tel commerce...* » (Maxime XV). [C34]

Prenant l'exemple du commerce avec la France il considère ainsi le libre échange comme le moyen même d'aider au développement en France, à condition de lui acheter les productions pour lesquels elle possède un avantage comparatif. Preuve de l'utilité de cet échange il écrit : « *and at last, this will terminate in the particular advantages each nation naturally hath in the produce of their respective countries...* » ; («*et en fin de compte, ceci se clôturera par l'avantage respectif retiré par chacune des nations sur la base d'une production spécifique à chacune d'elle..* ») [C35]

En revanche, une hyperspécialisation peut être nuisible au développement économique, comme il le montre dans le cas des *colonies anglaises d'Amérique* appauvries par la spécialisation sucrière intensive.

Son éloge du libre échange devient néanmoins grandiose, et les lois de l'équilibre international sont érigées en *lois naturelles* :

« *It must be absurd to imagine he (God) hath disposed things so, that unhappiness in any degree should unavoidably arise to man..* » [«*il serait absurde d'imaginer qu'il (Dieu) ait disposé des choses de telle sorte que quelque malheur survienne pour l'homme...* » et « *Peace and plenty (... ) are (... ) well known to constitute the happiness of the world..* » [« *Paix et prospérité sont bien connus pour représenter le bonheur du monde* » [C36]

**Cette prospérité élargie c'est celle des débouchés offerts aux nations capitalistes du monde, du fait de la formation d'un marché mondial.** On dira que la production nationale trouve des

débouchés internationaux, lorsque l'échange de la production contribue *au solde positif de sa balance commerciale* et parallèlement stimule le développement de l'emploi intérieur. Vanderlint n'ignore pas cette condition et il est, avec des praticiens, comme Colbert (qu'il mentionne) en France quelques siècles auparavant, l'un des penseurs de la croissance élargie et considérée comme croissance du **niveau général de l'emploi intérieur**. Mais les moyens qu'il préconise sont diamétralement opposés. **Au protectionnisme colbertiste, il oppose le libre échange absolu**. Il écrit à ce propos :

« *The affairs of the world must be so wisely constituted in their own nature, as to furnish sufficient employment for every body ; since any considerable defect in this respect must leave some unemploy'd and consequently without maintenance : and further, **that their is no employment in the world, but what the people mutually cause each other..*** » (souligné par nous)

« *Les affaires doivent dans le monde être (...) rigoureusement constituées selon leur propre nature, de sorte à fournir suffisamment d'emploi pour chacun ; parce que toute défaillance importante de ce point de vue doit laisser quelques uns inemployés et en conséquence sans travail ; et mieux, c'est pour cela qu'il n'y a pas d'emploi autre que celui que les peuples s'occasionnent mutuellement* » [C37].

La paix est requise, et elle est garantie par le libre échange. Celui-ci exclut la guerre et la conquête de *colonies de peuplement*. Ces colonies sont dues à la volonté des propriétaires fonciers d'accroître leur patrimoine en terres et domaines. A l'opposée la *satisfaction de la demande mondiale par l'échange est considérée comme le moyen de pacifier les relations internationales alors très tendues* (guerres répétitives opposant l'Angleterre, la France et Les Provinces Unies). Pour convaincre son auditoire Vanderlint oppose alors deux modèles d'enrichissement par le commerce, l'un que l'on appellera « *guerrier* » et l'autre « *pacifique* ». Il démontre le caractère inefficace du modèle guerrier, mais considère le second comme efficace (sur la base des avantages comparatifs) s'il est assorti de ce qu'il nomme « **la guerre juste** », destinée à protéger les marchés convoités par des concurrents peu soucieux du respect des règles de l'échange international :

citons d'abord : « (...) *War, except in our necessary self-defense, is unnatural and wicked (...)* » **et surtout** : « *I would by no means have any nation tamely, or easily give up the minest advantage in trade they justly possess ; and whoever will force such advantages from them, invades their just rights and properties, and may therefore undoubtedly be repelled by force of arms (...).* » Soit : « (...) *,la guerre, sauf en cas d'auto-défense, est contre nature et perverse (...)* », et « *Je ne connais aucune nation qui docilement, ou facilement céderait le moindre avantage commercial qu'elle a justement acquis. Et quiconque lui retirerait par la force de tels avantages, fourvoierait ses justes droits et propriétés, et doit par conséquent sans doute être réprimé par la force des armes (...)* » (souligné par nous) [C38].

Par ailleurs, il conçoit que le succès d'une économie comme celle de l'Angleterre, puisse constituer un exemple. L'expansionnisme territorial qui s'en suivrait ne serait que le revers justifié de ce succès qui conduit au besoin de la culture de nouvelles terres. Les autres peuples bénéficieraient alors de l'extension *de la liberté*, dont devrait profiter l'humanité entière.

## Conclusion

Telle est la voie préconisée pour une Angleterre rayonnante dans le monde. Ce qui sera le cas jusqu'au relais que prendront les USA, dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Il importe pour Vanderlint que ce rayonnement soit la traduction du *seul dynamisme de l'économie de marché libre et autorégulée*.

Vanderlint tempère ceci, car il a conscience que l'échange international entre nations suppose des rapports quantitatifs d'échange entre les produits qui ne sont pas nécessairement équitables. Il formule explicitement **la doctrine des termes de l'échange**, que vulgariseront au siècle suivant **Ricardo, Ellis, James Mill ou Mc Culloch**. L'abondance de monnaie exprimée par la valeur de

la monnaie anglaise doit être, dit-il, suffisante pour négocier dans des termes raisonnables avec les autres nations : « (...) *make the plenty great enough (...) as to enable us to trade on terms as reasonable as any other nation* » (Maxime XV- souligné par nous) [C39]..

Mais en fin de compte, l'appauvrissement des nations ne peut être du qu'à elles mêmes. Leur volonté d'ignorer *les lois du marché libre et leurs conséquences* se traduisent par une gestion *irrationnelle des affaires*, ou comme dit l'auteur par un « *mismanagment* ».

Les interventions publiques et plus généralement le rôle de l'Etat sont donc vivement critiqués dans l'Essai. Nous entrons avec cette partie dans les origines de la dénonciation des *rigidités institutionnelles*, dues à l'interventionnisme étatique, et dont les développements contemporains sont résumés dans un document du dossier de cours N°2 (y sont brièvement résumées les idées, notamment de : Niskanen, Buchanan, Tulloch, Hayek, et Nozick).

#### II4) La politique macroéconomique

##### II41) Le monétarisme de Vanderlint

L'Essai constitue un des premiers traités de politique macro économique, définie comme un ensemble structuré d'interventions, destinées à offrir au marché les conditions de son épanouissement. Les domaines concernés sont nombreux : la fiscalité, les facteurs de production (Terre et capital), la régulation du marché du travail etc. Vanderlint peut de ce point de vue être rangé parmi des auteurs comme Boisguilbert, qui dénigrent la politique mercantiliste lorsqu'elle entrave le libre jeu des lois du marché. Mais il reste éminemment mercantiliste parce qu'il considère que la richesse des nations se détermine au sein d'un marché mondial, comme le fera après lui, par exemple Sismondi C'est par rapport à ce marché qu'il juge les interventions publiques, c'est-à-dire le comportement économique de La Couronne, et les actes du Parlement.

**La politique macroéconomique libérale prend dès Vanderlint la figure qui sera la sienne : celle de l'ambiguïté et de l'instrumentalisation des Institutions dont les interventions doivent être pragmatiques.** C'est sans doute pour cette raison que l'on a pu désigner les thèses de l'Essai comme un « *monétarisme* », du fait du privilège qu'il accorde à la stricte application de la théorie quantitative de la monnaie. « *La monnaie est une réponse à tout* » serait alors selon certains auteurs contemporains une « *hard money response* » à l'ensemble des problèmes économiques, que Vanderlint partagerait avec de futurs monétaristes comme **Cantillon** (1755) ou **J. Harris** (1758). Ce n'est pas faux, mais c'est excessif, et tendrait à laisser penser qu'il n'y a de « libéralisme mercantiliste » que de « *monétarisme* ». **Le monétarisme n'est qu'un moment du libéralisme mercantiliste**, tout comme, dans l'exposé général de Vanderlint existe un *moment monétaire* de l'équilibre macroéconomique, à côté d'autres aussi essentiels, dont : la **dépossession** des terres, propriété des nobles et leur *remembrement* par les actes d'enclosures, la **mise au travail salarié** de la population paysanne et le réemploi dans l'agriculture du surnombre d'ouvriers des villes (notons le selon des méthodes moins ignobles que celles préconisées par John Locke), l'**échange** en qualité et en volume avec l'extérieur, et d'autres que nous avons mentionnés précédemment. Il n'existe donc pas de *monétarisme* « *pensé* », car sinon Vanderlint devrait être considéré comme un théoricien de l'« *impasse* », ou « *dreadfull evil* » chez lui, auquel conduit le libre échange international. Il n'existe, comme nous l'avons vu que du monétarisme en acte, et celui-ci exige *une révolution dans les rapports sociaux*, c'est-à-dire dans les relations entre les classes sociales, et celles qui les lient à la Couronne et au Parlement.

## II42) Les grands thèmes de la critique des politiques d'intervention

### 1) Le financement de la guerre

L'économie féodale est une économie de guerre. Le libéralisme mercantiliste prône la guerre juste. La différence se situe dans le maintien ou la disparition de l'Etat guerrier, celui qui institue l'« *économie de guerre* » permanente. Celle-ci ne peut assurer le bonheur des sujets et la prospérité du Royaume, car elle est « *assimilable à une économie de la pénurie* ».

L'économie de guerre repose sur le *crédit de long terme* (par emprunt à l'étranger le plus souvent et donc sur un l'alourdissement de la dette) *et sur la hausse de la pression fiscale. La sortie de la guerre*, par la victoire, ou par la défaite débouche toujours sur une situation économique dramatique, du fait du relèvement qu'elle suppose. Le commerce notamment du fait de la baisse du taux d'intérêt en temps de paix, subit l'effet de surnombre, et un engorgement des activités urbaines. **L'économie de guerre est donc contraire au libre échange, naturellement pacifique.**

### 2) La fiscalité

La question de la dette publique est posée avec méthode et rigueur par Vanderlint. Il évalue son importance à 50 millions de £. Annuellement la dépense pour le Royaume est de 4£, décomposé en 2millions de £ au titre du remboursement des intérêts, et 2Millions au titre du service de la dette.

En avance sur son temps, il propose de déterminer les conditions d'une **politique fiscale optimale**. Il situe alors l'essentiel de ces conditions dans *les variations marginales de deux modes d'imposition* : la « **land tax** » ou « **Impôt foncier** » ou fiscalité directe, et la fiscalité indirecte, représenté par les impôts sur les biens échangés : « **taxes and duties on goods** ». Sa méthode consiste à calculer le rendement annuel de chacun de ces modes d'imposition :

Soit R les recettes fiscales, D les dépenses de recouvrement, et donc  $RI = R - D =$  le rendement de l'impôt. Ce rendement est optimal lorsque  $RI = R - I > 0$ . En appliquant ce calcul à chacun des modes d'imposition, il montre alors que le rendement de l'impôt foncier est supérieur à celui de l'impôt indirect. Adopter cette mesure permettrait de corriger les *rigidités sur les prix de marché que fait peser la fiscalité indirecte*, pour le bien être des consommateurs.

### 3) Le secteur public

De manière assez inattendue pour cette époque, Vanderlint raisonne suivant la distinction de deux secteurs de l'économie : le secteur public qu'il distingue du secteur privé, qui est celui des activités régies par la maximisation du profit, c'est-à-dire le commerce, l'agriculture et la manufacture. Cette distinction lui permet de faire deux propositions :

- l'une théorique qui consiste à opposer deux types de travaux : le travail *productif réalisé dans le secteur privé* (parce qu'il ajoute de la valeur au produit) et celui *improductif* des personnes employés par la puissance publique (notamment les « *officers* » ou collecteurs d'impôt, et l'administration en général). Ce faisant il avance dans la voie d'une définition classique des *services* comme ensemble des activités dont le travail est *improductif*.
- L'autre pragmatique qui consiste à *rationaliser les activités publiques*, c'est-à-dire la gestion des dépenses publiques. Ces activités sont à l'origine d'un double gaspillage de ressources : la main d'œuvre et la monnaie.



## Conclusion générale

Ces trois thèmes (guerre, fiscalité, secteur public) n'épuisent pas la liste, mais ils sont les plus représentatifs. Il conviendrait de les contrebalancer par des thèmes complémentaires qui au contraire consistent en un *appel à la Couronne*, et au *législateur* dans le but général de « *contraindre pour libérer* » mieux le marché. Il en est ainsi par exemple de l'appel lancé pour desserrer la contrainte des terres cultivables dans le royaume (voir ci-dessus), ou *flexibiliser les actes d'enclosures* qu'il propose de pouvoir passer *de particulier à particulier*.

En conclusion nous proposons de dégager les limites de l'Essai, et *les négations* qu'il implique. Le *manifeste du libéralisme* ressortira sous son double aspect.

### III1) Les limites de l'Essai

1) **Vanderlint n'explique pas « le profit » et son origine** : c'est une composante du *prime cost*, qui naît de l'échange. Il ne le peut pas, car il n'est pas conscient de la relation qui existe entre **le progrès technique et la demande de travail**. Pour lui la croissance des Moyens de production (K) va toujours de pair avec celle de la quantité utilisée de travail (W)

2) Il n'a pas compris qu'il oeuvrait à la **généralisation du rapport salarial**, lequel détachant le paysan de son sol (voir les enclosures) pour lui permettre d'accéder au bien être (liberté juridique et moyens d'existence), le jetait sur un marché du travail libre, dont les vicissitudes dépendent des échanges internationaux : il défend alors la moins pire des pauvretés.

3) Il est convaincu que le seul rôle de la bourgeoisie (manufacturière et agricole –les fermiers–) est celui de l'emploi productif de son capital aux fins de croissance de l'économie nationale. Or ni l'un (ce rôle), ni l'autre (l'économie nationale) ne sont exacts : *il est nécessaire pour la bourgeoisie d'étendre ses échanges à l'échelle du monde tout en accordant aux échanges des biens que sont la monnaie et les titres financiers une importance qu'il a tort de déplorer*. Le « *dreadfull evil* » n'en est que plus grand.

4) Il a fort justement considéré que la concurrence commerciale, tend à réduire le *profit moyen retiré dans les activités urbaines*. Mais il situe la **tendance à la baisse du taux de profit** dans la sphère de la circulation de la valeur. Or il s'agit comme on le verra d'un phénomène propre à toute production capitaliste et tournée vers l'obligation d'accumuler ou se reproduire à une échelle élargie.

5) Sa conception du commerce internationale exclut les rapports de domination et donc l'impérialisme, alors qu'elle en devient le principal argument : la **notion de guerre juste** ne fait que déplacer vers le marché, l'objet des convoitises.

6) Sa production reste encore une **production de valeurs d'usage** : biens utiles pour la survie du grand nombre. Il n'envisage pas l'expansion du capital à l'ensemble des biens (dont la monnaie). Par conséquent :

7) Victime de ce fétichisme il défend une théorie de la valeur. Bien que cette théorie considère le temps, elle consiste à raisonner avec les prix des facteurs, celui du travail en particulier. Or, les prix des facteurs dépendent, selon la TQM, de la valeur de la monnaie. Par conséquent, avant Smith et Ricardo, est créée un raisonnement circulaire, la théorie de la valeur du moyen de paiement et de transaction : la monnaie, renvoie à la théorie de la valeur travail, laquelle ne se comprend que comme une théorie des prix (donc de la valeur exprimée en monnaie).

8) La raison fondamentale est qu'il dit explicitement rechercher et exposer des lois naturelles qui sont l'expression de la providence divine. Par conséquent, il considère sa théologie économique du travail, comme vraie (elle l'est sans doute par rapport à celle de la propriété à la Locke) et universelle. Or, comme le montrera Marx, ce qui s'échange c'est la force de travail des paysans. Ceci est un phénomène social historique et aisément observable, sinon démontrable.

On a dans ces 8 impasses, la possibilité d'une lecture « en négatif » du *manifeste du libéralisme* auquel son Essai donne naissance.

### III2) Le Manifeste du libéralisme « en négatif »

1) Le profit n'est pas issu de la dépense en travail dans la production, mais il naît dans la circulation ou l'échange

2) La production sociale ne suppose pas l'existence d'un rapport social de production appelé salariat, parce que le travailleur est libre de travailler ou de ne pas travailler, et il est comme le défendait Locke, propriétaire de son travail.

3) La concurrence pour le partage du profit entre les différentes catégories constitutives de la bourgeoisie, la manufacturière et la financière, n'est pas de nature à remettre en cause *les fondements de la production de ce profit*.

4) La valeur en travail créée dans la production est une notion métaphysique relativement au prix qui sont mesurables et observables et qui déterminent le pouvoir d'achat.

5) Les capitaux n'ont pas tendance à s'investir dans les secteurs rentables quelque soit la valeur d'usage produite, et par conséquent la valeur d'échange n'est pas à l'origine des échanges économiques qui rendent les nations prospères. Le partage conflictuel entre nation est une simple aventure et l'impérialisme ne contient pas de dimension économique.

6) Les étapes du développement historique des nations ne permettent pas d'observer un processus d'autonomisation de la sphère économique qui aurait fondamentalement modifié les relations d'échange internationales.

7) Enfin, les crises de l'accumulation capitaliste n'appartiennent pas au *processus d'accumulation lui-même*. Elles trouvent fondamentalement leur origines dans *l'insuffisante libéralisation des marchés*, et donc dans *les rigidités de toute nature qu'elles rencontrent*.



## ANNEXE N° 1 AU CHAPITRE PREMIER

### Jean-Baptiste SAY « la loi des débouchés »

#### Jean Baptiste Say

Lyon 1767 – Paris 1832. Industriel du coton, et journaliste. Il défend des positions libérales.

Il propose la distinction : « *production-répartition-consommation* », et établit une loi de l'échange macroéconomique dite « *loi des débouchés* ».

Son oeuvre principale est le : « *Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se composent les richesses* » 1<sup>re</sup> éd de 1803 et réédité en 1814.

La « *loi des débouchés* » devient très vite l'un des fondements de l'économie politique classique. Ricardo, puis Mill la soutiendront, jusqu'à Marshall.

Elle s'est vu opposer une *théorie (ou loi) de la demande dite « effective »* dès les écrits de Malthus. La démonstration des crises capitalistes par Marx est en totale opposition avec la « *loi des débouchés* ». C'est finalement Keynes qui remet définitivement en cause la *loi de Say*, en lui opposant le *principe de la demande effective*.

Plan :

- 1- La *loi des débouchés* : 4 citations du « *Traité d'économie politique ..* » de JB Say
- 2- La distinction fondamentale : Identité de Say et Egalité de Say
  - a) La proposition de base
  - b) L'identité de Say est affirmée par les 4 citations.
  - c) L'identité de Say suppose le « *postulat d'homogénéité* ».
- 3- L'identité de Say suppose la *théorie quantitative de la monnaie* (et réciproquement), et l'*analyse dichotomique* : la critique de Don Patinkin (1948)
- 4- L'égalité de Say ( $\neq$  identité de Say)
- 5- La loi de Say échoue face à la *loi de la genèse des profits* (ou LGP)

1- La *loi des débouchés* : 4 citations du « *Traité d'économie politique ..* » de JB Say

Citation 1 : Le « *Traité d'économie politique* » écrit par Jean Baptiste Say en 1803 (1<sup>ere</sup> édition) contient la proposition suivante :

« *Chaque produit achevé paie, par la valeur qu'il a acquise, la totalité des services qui ont concouru à sa création. Plusieurs de ces services ont été acquittés avant l'achèvement du produit, et il a fallu que quelqu'un en fasse l'avance ; d'autres ont été acquittés après l'achèvement du produit et sa vente : dans tous les cas, ils l'ont été avec la valeur du produit (...)* »

Citation 2 : Première édition du *Traité*

« *Les échanges (entre producteurs) qu'ils parviennent à faire de leurs produits avec ceux des autres offrent à ces produits ce que l'on nomme des débouchés* »

Citation 3 : Seconde édition (1814)

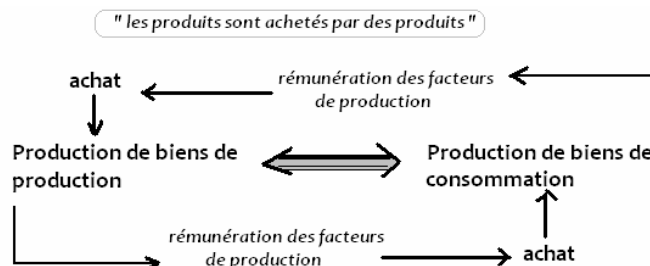
« *le seul fait de la formation d'un produit ouvre, dès l'instant même, un débouché à d'autres produits* »

Citation 4 : la fonction de la monnaie (*la monnaie de transaction*):

« Il y a toujours assez d'argent, pour servir à la circulation et à l'échange réciproque des autres valeurs (...) Quand l'argent vient à manquer à la masse des affaires, on y supplée aisément (...) la monnaie afflue, par la raison que la monnaie est une marchandise », et que toute marchandise se rend aux lieux où l'on en a besoin (...).

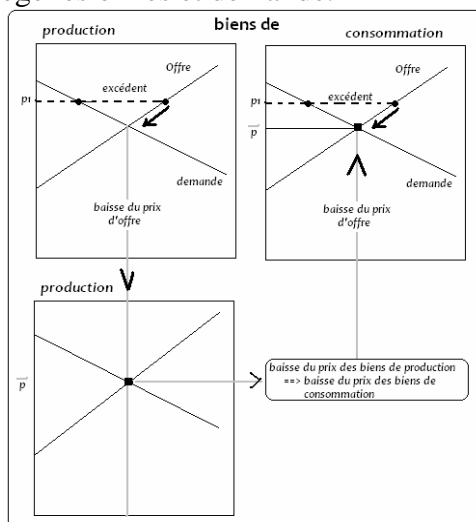
## 2- La distinction fondamentale : Identité de Say et Egalité de Say

a) La proposition de base qui résume les 4 citations est : « Les produits sont achetés par les produits (..) » ou « loi des débouchés »<sup>1</sup> : une représentation dans une économie à deux secteurs de production :



Elle signifie dans un premier temps qu'il y a une *impossibilité logique* de la « surproduction générale ». Ou, il est impossible de *produire trop de tous les biens*, même si les déséquilibres partiels sont possibles.

Illustration : les situations de déséquilibre partiel (excédent de l'une des quantités produites : biens de production ou biens de consommation) finissent toujours par se résorber par le jeu des prix. Une situation finale doublement excédentaire (les deux graph du haut) est donc impossible, dès que l'on agrège les offres et demande.



Cette proposition n'est vraie que si l'économie est une économie de *troc*. Le seul bien par rapport auquel une surproduction globale est possible, *la monnaie*, est absent du circuit, du fait de sa définition par la citation 4.

A l'inverse, l'hypothèse d'une surproduction générale (excès d'offre globale) devient possible si l'on admet la possibilité d'une *demande de monnaie excédentaire* (ou « réserve de valeur »).

L'identité de Say (exposée ci-dessous) se distingue de l'égalité de Say (voir §4) par le fait que la seconde permet l'analyse de l'ajustement vers l'équilibre, tandis que la première postule cet ajustement.

<sup>1</sup> Ou selon l'expression de Keynes (« Théorie Générale ») : « l'offre crée sa propre demande ».

b) L'identité de Say est affirmée par les 4 citations. Elle signifie *identité des valeurs offertes et demandées*, car elle repose sur l'hypothèse d'une économie de troc. La monnaie n'est considérée que dans son rôle de mesure de la valeur (ou *numéraire* ou *unité de compte*). L'identité s'écrit :

$$\sum_{i=1}^n p_i d_i \Leftrightarrow \sum_{i=1}^n p_i s_i \text{ (avec } p_i : \text{ prix du bien « } i \text{ », } d_i \text{ et } s_i, \text{ la demande et l'offre du bien « } i \text{ ».)}$$

L'identité de Say est aussi appelée « *loi de Walras* », ou « *loi de Walras-Say* ». Elle signifie, lorsque la fonction de *réserve de valeur de la monnaie* est introduite :

$$\sum_{i=1}^{n-1} p_i d_i = \sum_{i=1}^{n-1} p_i s_i \text{ et } S_M = D_M \text{ (demande de monnaie = offre de monnaie), soit : la demande et}$$

l'offre des (n-1) marchandises sont égales, si la demande et l'offre de monnaie sont égales.

Donc si  $\sum_{i=1}^{n-1} p_i d_i = S_M$  et  $\sum_{i=1}^{n-1} p_i s_i = D_M$  (présupposé du schéma de la proposition de base).

Dans le cas contraire il existe une demande excédentaire de marchandises ( $ED_i$ ) et une demande excédentaire de monnaie ( $ED_M$ ). Ce qui s'écrit :

$$\sum_{i=1}^{n-1} p_i d_i - \sum_{i=1}^{n-1} p_i s_i \Leftrightarrow \sum_{i=1}^{n-1} ED_i - \sum_{i=1}^{n-1} ES_i \Leftrightarrow ED_M \text{ Cette équation est celle de l'identité de Say sous}$$

la condition  $\underline{ED_M \equiv 0}$ . Le marché monétaire est toujours équilibré. Donc la monnaie n'est qu'un simple numéraire.

c) L'identité de Say suppose le « postulat d'homogénéité ».

Les variations de prix sont neutres par rapport au marché monétaire. Ou, le  $TMS_{M/m}$  (le taux marginal de substitution des marchandises à la monnaie) est considéré comme égal à zéro.

Ce qui est exprimé par le postulat d'homogénéité de degré zéro de la fonction de production.

Celui-ci s'écrit par exemple pour la fonction  $Q = f(2x, 2y) \rightarrow f(2x, 2y) = 2^0 f(x, y) = f(x, y)$ .

Le doublement des quantités de facteurs (x,y) ne modifie pas la production réalisée.

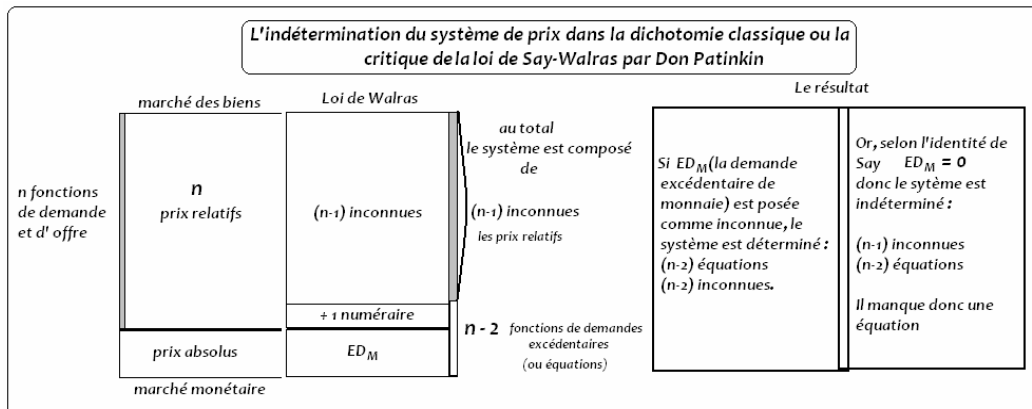
Dans l'hypothèse d'une monnaie de compte, le système d'échange des marchandises entre elles n'est composé que de prix relatifs. Et donc *la monnaie est un « voile »*, qui masque les échanges réels (en prix relatifs).

3- L'identité de Say suppose la théorie quantitative de la monnaie (et réciproquement), et l'analyse dichotomique

On le démontre en partant de la critique de Don Patinkin (*Money, Interest and Prices: An integration of monetary and value theory*, 1956 – et - "Relative Prices, Say's Law, and the Demand for Money", 1948, *Econometrica*).

a) Le système des prix est indéterminé si on applique  $ED_M \equiv 0$

L'identité de Say présentée sous la forme de la « *loi de Walras-Say* » avec monnaie, est schématiquement la suivante :



L'analyse dichotomique apparaît dans le schéma : le marché des biens est supposé donner les prix relatifs, et le marché monétaire, les prix absolus. L'hypothèse dichotomique est donc celle de l'*indépendance* entre les variations de prix et le stock de monnaie détenu par les agents.

b) L'équation manquante est celle de la *demande d'encaisses réelles*, dont une version est celle de Cambridge.

La demande de monnaie n'est pas une simple demande de moyens de transaction. Elle est une *demande d'encaisses réelles*. Ce qui signifie qu'il existe plusieurs motifs de demande de monnaie :

Motif de transaction – motif de précaution et de spéculation -. La demande de monnaie est, pour ces motifs, liée aux variations de la quantité de monnaie et à celles des prix.

Soit l'équation quantitative<sup>2</sup> de Fisher (1911) :  $M.V = P.T \Leftrightarrow M = (1/V).P.T$ , sa version Marshallienne-Cambridgienne est :

$$M = k. P. T \text{ (avec } k \approx (1/V))$$

La correction de la loi de Say s'écrit donc :  $D_M = k. \sum_{i=1}^{n-1} p_i s_i = M$  avec  $k \Leftrightarrow (1/V)$  qui représente

la proportion des transactions totales que les individus désirent conserver en encaisses, si celles-ci ont vu leur valeur affectée par les variations de prix. Concrètement ils réalisent cette adaptation par la variation des quantités de *services* qu'ils demandent et qu'ils offrent (au sens de Say, tous les agents sont offreurs et demandeurs de services).

Suivant cette interprétation, *tous les prix sont absolus* car les échanges sont directement monétaires. La monnaie n'étant plus un *voile*, le *postulat d'homogénéité* est donc erroné.

c) L'identité de Say suppose donc une équation quantitative de forme particulière.

Celle-ci est la *version de la théorie quantitative* donnée par J. Locke. Soit :

$M.V = P.T$  ou  $(M/P) = (T/V)$ . Le rapport  $(M/P)$  est supposé constant. Par conséquent les variations du numérateur et du dénominateur doivent être proportionnelles. L'égalité

$(M/P) = (T/V)$  devient une simple identité, une tautologie :  $(M/P) \equiv (T/V)$ <sup>3</sup>

- M détermine P
- M/P est stable
- T ne dépend que des facteurs réels
- Toute variation de T est amortie par celle de 1/V

<sup>2</sup> Ou « *équation des échanges* ». Pour de plus amples développements sur la théorie quantitative, voir l'annexe du chapitre 7 de ce cours.

<sup>3</sup> L'un des premiers auteurs, sinon le premier à avoir rectifié cette identité (une quarantaine d'années après Locke) dans le sens fishérien ou Cambridgien est Jacob Vanderlint. Non seulement il expose l'existence d'une demande d'encaisses réelles (M/P). Mais de plus il analyse l'influence des variables réelles sur la valeur de la monnaie et donc sur les prix absolus (ces variables réelles sont : le niveau des transactions, dont ceux de la production jointe (Terre-Fermes), et du travail).

- Les variables réelles et monétaires sont dissociées : c'est la *dichotomie* (réel-monnaire) ou absence d'influence des marchés des biens sur leur valeur (ou prix absolus), ou encore dualité du mécanisme de formation des prix (prix absolus, prix relatifs ou *réels*).
- La monnaie n'est qu'une monnaie de compte, et aucun motif n'explique sa demande (inexistante). La monnaie est neutre.
- L'identité de Say est la conséquence.

Les auteurs qui ont adhéré à cette version « forte » du principe quantitativiste sont : Ricardo, McCulloch, Senior, Torrens, James et John Stuart Mill.

4- L'égalité de Say ( $\neq$  identité de Say) s'écrit (voir plus haut) :

$$\sum_{i=1}^{n-1} p_i d_i - \sum_{i=1}^{n-1} p_i s_i \Leftrightarrow \sum_{i=1}^{n-1} ED_i - \sum_{i=1}^{n-1} ES_i \Leftrightarrow ED_M \text{ avec } ED_M > 0 \text{ ou possibilité d'une demande}$$

excédentaire de monnaie. Elle a été reconnue comme possible par J.S Mill. Ce qui permet de reconnaître la *possibilité d'une surproduction générale*. Mais si les prix sont flexibles, l'ajustement vers un équilibre de plein emploi est toujours réalisé.

L'égalité de Say fournit donc le moyen pour les économistes classiques, de démontrer en *statique comparative*, que l'équilibre de plein emploi est automatique, ou que **le capitalisme est un système autorégulateur**.

5- La loi de Say échoue face à la *loi de la genèse des profits* (ou LGP)

La *LGP* est le principe qui gouverne la production et l'échange, dans une économie avec *profit* et *investissement* financés par les entreprises.

Son énoncé est : *la source des profits est le profit lui-même*. La condition d'apparition du profit est en effet la *distribution par les entrepreneurs d'un pouvoir d'achat supérieur à la seule dépense due aux coûts de production* (les salaires de la main d'œuvre).

La démonstration consiste à écrire les équations d'équilibre macroéconomique permettant de déceler l'origine des crises de surproduction.

L'économie est à deux agents : Ménages et Entreprises. L'équilibre macro est celui entre les dépenses globales ( $D_G$ ) des ménages, et l'offre globale des entreprises (production nette- $P_N$ - ou revenu net- $R_N$ ).

$$D_G = W - S \text{ (salaires - épargne)} \rightarrow S = D_G - W \text{ (épargne)}$$

$$P_N = W + \Pi \text{ (prix d'offre de la production = salaires + profit)}$$

La dépense des profits par les entreprises : = Consommation capitaliste ( $C_c$ ) + achats de titres ( $S_T$ ) + investissement net ( $I$ )

$$\rightarrow R_N = W + \Pi - S + I \text{ est le revenu net}$$

Dans l'hypothèse où l'Investissement ( $I$ ) est financé par l'épargne d'un même montant :  $I = S$ , alors

$$\rightarrow R_N = W + \Pi \text{ d'où l'on déduit l'équation du profit dans un modèle avec investissement financé par l'épargne des ménages : } \Pi = R_N - W$$

L'équation du profit diffère dans un modèle avec investissement financé par crédit ou par autofinancement ( $I_{fca}$ ), elle s'écrit :



$R_N = W + \Pi - S + I \Leftrightarrow R_N = W + \Pi + I_{fca} \Leftrightarrow R_N - W = \Pi + I_{fca}$  : les recettes des entreprises défalquées des coûts de production en travail sont égales au montant des profits additionné du montant des investissements permis par ces profits.

On peut donc appeler le terme  $(\Pi + I_{fca})$  montant **des profits espérés (ou  $\Pi_e$ )**.

La production nette s'écrit dans cette hypothèse :

$$P_N = W + \Pi + I_{fca} = \Pi_e \text{ soit en termes réels : } P_N/p = W/p + \Pi/p + I_{fca}/p = \Pi_e/p$$

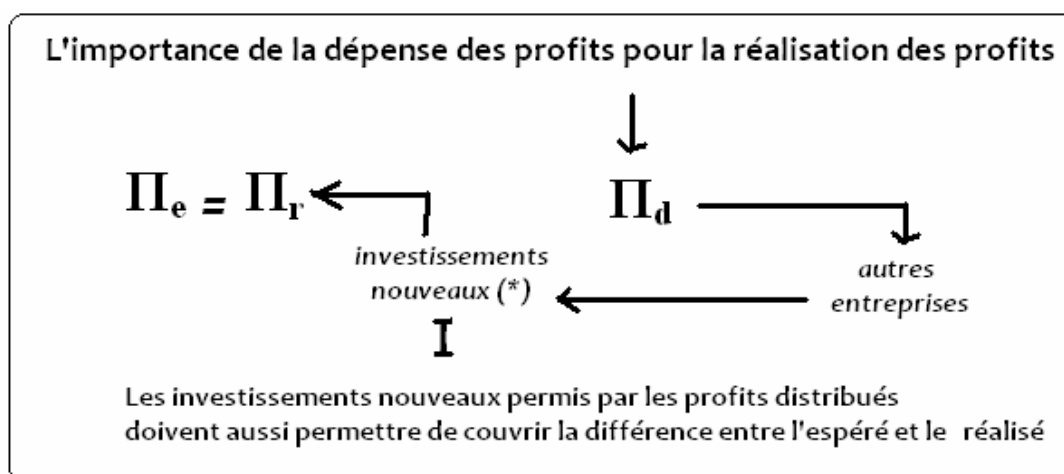
En remplaçant  $\Pi$  par le montant des profits effectivement dépensés ( $\Pi_d$ ), l'offre ou production nette  $P_N = W + \Pi_d + I_{fca}$

L'équilibre macroéconomique offre = demande  $\Leftrightarrow D_G = W + \Pi_d + I_{fca}$

**Cet équilibre est réalisé si :**

$\text{profits espérés } \Pi_e = \text{profits dépensés} + \text{investissements } \Pi_d + I_{fca}$
$\text{Donc } \Pi_e > \Pi_d + I_{fca} \rightarrow \text{crise de surproduction}$

Cette équation d'équilibre est précisée en considérant la différence entre les montants de profit : espérés ( $\Pi_e$ ), réalisés ( $\Pi_r$ ), dépensés ( $\Pi_d$ ). En supposant que les profits réalisés sont ceux espérés, la contrainte est alors illustrée par le schéma suivant :



*L'échec de la loi de Say face à la loi de la genèse des profits se résume simplement en disant que Say ne peut expliquer l'existence du profit, parce qu'il ignore que l'origine du profit est le profit lui-même.*

Fin de l'annexe N° 1 au chapitre premier

**ANNEXE N° 2 AU CHAPITRE PREMIER**  
**Aux origines de l'histoire européenne du problème du « change monétaire »**

L'historien français, cofondateur de l'Ecole dite des « Annales » avec Lucien Febvre, **Marc Bloch** montre que l'occident a toujours depuis la fin de l'Empire romain, été confronté au problème de la définition du **marché**, savoir s'il est constitué par la sphère intérieure (ou nationale, ou infra régionale) des échanges ou s'il s'agit de la planète toute entière. Bloch réalise cette démonstration parallèlement à l'analyse du problème de l'or au Moyen âge (*dans « Le problème de l'or au Moyen-âge » - Annales d'histoire économique et sociale – N° 19 - 31 ; Janvier 1933*). Problème défini par la rupture apparente de la frappe de monnaie d'or (nationale ou régionale, voire locale) entre le IX<sup>ème</sup> et le XIII<sup>ème</sup> siècle, suivie de la reprise de la frappe aux XIII<sup>ème</sup> et XIV<sup>ème</sup>.

Dans un espace économique et social donné, et hiérarchiquement organisé, c'est la circulation d'un numéraire de type déterminé, qui définit le marché. Il peut s'agir de pièces (argent, plus rarement cuivre) frappées à l'effigie du gouvernant (Prince et Communes, ou Monarque.). Le marché est alors pensé comme régional. Le paradoxe est que son dynamisme (mesuré par l'envergure des échanges) est surtout impulsé par la **monnaie d'or internationale**, qui vient jouer le rôle de *méta-monnaie*. Bloch qualifie cette méta monnaie de « *monnaie de classe* » car, elle est aux mains des négociants et marchands, joue un rôle *libératoire*, et sert à l'évaluation d'échanges quantitativement imposants. Dans ce cas, il n'y a pas d'autre marché qu'international. Et le risque de déséquilibre des cours et des ajustements nationaux (les systèmes étant de type « **bi-métalliste argent** ») est alors grand, car ce sont les « *conditions générales de l'économie européenne qui déterminent le cours de l'or* ».

Cette situation est analysée par l'auteur comme le résultat d'une longue soumission de l'Occident aux **monnaies d'Empire**, monnaies d'or : *l'hyperpère byzantin*, et le *dinar (ou mancus) islamique*. Résultat, car l'Occident n'a fait que perpétuer, par les comportements régionaux, la tradition de la monnaie d'or internationale, qui plus est en adoptant généralement des systèmes monétaires bimétallistes. Force était de constater au XIV<sup>ème</sup> siècle après que la frappe régionale des monnaies d'or ait repris, que : « *les deux moyens de paiement, qu'il s'agissait d'harmoniser, appartenaient véritablement à deux étages différents de l'économie* » (P. 30). Au point où, comme le montrent plusieurs exemples (dont celui de l'Angleterre au 1<sup>er</sup> tiers du XIV<sup>ème</sup>), il était parfois nécessaire de protéger la monnaie nationale, contre la monnaie d'or, en déclarant celle-ci comme secondaire, et en ne lui réservant de statut libératoire que pour les échanges entre marchands (cas de l'Angleterre de 1340). Faute de quoi, l'expression d'une domination sociale régionale, par la frappe de monnaies locales à *l'effigie*, pouvait être compromise.

On aurait donc une vue erronée en supposant que le marché est un simple ascenseur bien huilé, allant d'un niveau inférieur (le marché national et son numéraire) à celui supérieur des échanges internationaux (la monnaie internationale ou l'or). L'histoire monétaire prouve le contraire. Vanderlint nous le rappelle.

A l'époque moderne, dès le XVII<sup>ème</sup> et le XVIII<sup>ème</sup> siècle, c'est encore de ce problème dont débat l'économie politique, après l'incroyable malédiction de l'or des Indes (laquelle a quand même incité à penser la liaison théorique inéluctable entre : croissance de la quantité de métaux et croissance des prix). Mais, dans un contexte d'accentuation des contradictions, puisque c'est désormais sous la forme du change entre devises nationales à vocation internationale, et de celles-ci avec les métaux précieux (or et argent) , que le problème se pose.

**On a là le « dreadfull evil » de Vanderlint.**

Fin de l'annexe N° 2 au chapitre premier

ANNEXE N° 3 AU CHAPITRE PREMIER  
David RICARDO et la question du CHANGE MONETAIRE  
L'héritage Vanderlintien

On peut se fier à l'extrait ci-dessous, pour trouver le recensement des principaux écrits de Ricardo sur la question du change du papier-monnaie (1810-11). De même peut-on y lire le résumé de la thèse présentée par Ricardo concernant les causes de la dépréciation du papier monnaie anglais. Cette thèse est celle de Hume et de Vanderlint (et par certains aspects de J. Locke). Ricardo défend ce point de vue dans un contexte de controverses sur la valeur de la monnaie anglaise (voir aussi Chapitre 3 de ce cours, page 41).

DICTIONNAIRE DE L'ECONOMIE POLITIQUE – Volume 2 – (Accessible en ligne)

Par Charles COQUELIN, M. GUILLAUMIN

Article « Ricardo » - page 530 à 533

### La thèse :

Ricardo débuta comme écrivain et comme Economiste en 1810, à l'âge de 38 ans, par la publication de son écrit intitulé : *Le haut prix du lingot (bullion), preuve de la dépréciation des billets de banque*. Cette brochure fit une grande sensation, parce qu'elle révélait la véritable cause de la baisse du change anglais et de la dépréciation des billets de banque. Ricardo démontrait que ce n'était point à l'état de guerre qu'il fallait attribuer, comme on le supposait assez généralement, le renchérissement qu'avaient éprouvé toutes les marchandises, mais plutôt à la dépréciation du papier-monnaie. Le ministère ne voulut pas croire à cette dépréciation. Un *bullion committee* fut nommé au parlement, et M. Horner, qui fit le rapport, convint que la démonstration de Ricardo était sans réplique, et il prouva par le change de Hambourg que le papier perdait 25 pour 100 sur les espèces. C'était aussi l'opinion de Huskisson, Canning, Henri Thornton; mais la majorité de la chambre des communes n'en fit pas moins, sur la proposition de M. Vansittart, chancelier de l'échiquier, cette singulière déclaration, que le papier n'avait subi aucune dépréciation! A la tête des adversaires qui combattirent les idées et les mesures contenues dans le traité de Ricardo et le rapport du comité de la chambre des communes, se trouva M. Bosanquet. Celui-ci soutint son opinion dans une brochure qui provoqua une réplique de Ricardo, dans le cours de cette même année de 1811.

### ...Ecrits (suite et fin)

*Proposals for an economical and secure currency, with observations on the profits of the bank of England.* — (Propositions tendant à l'établissement d'une circulation monétaire économique et sûre, suivies d'observations sur les profits de la banque d'Angleterre). Londres, 1816, brochure in-8 de 128 pages, 1818.

Traduit par Fonteyraud pour le même recueil, où il tient 67 pages. Cet écrit est divisé en sept chapitres, suivis d'un appendice contenant : le tableau des allocations annuelles payées de 1797 à 1813 par l'administration des dettes de l'Angleterre, de l'Irlande, de l'Allemagne et du Portugal; le tableau des sommes payées par la banque pour le recouvrement des souscriptions des emprunts publics; le montant de la dette non rachetée de la Grande-Bretagne et de l'Irlande; les moyennes de la circulation des billets de banque; un aperçu des profits de la banque d'Angleterre pour l'envoi commençant le 3 janvier 1797; des conclusions proposées par M. Grenfell et par M. Mallish, relativement à la banque d'Angleterre. Ricardo concluait à une circulation en billets de banque échangeables contre des lingots.

### Les écrits ...:

*The high price bullion a proof of the depreciation of banknotes* — (Le haut prix des lingots est la preuve de la dépréciation des billets de banque. 1<sup>re</sup> édition, Londres, 1810; 4<sup>e</sup> édition en 1811.

A eu cinq éditions. Traduit en français par Alc. Fonteyraud, dans la *Collection des Princip. Economistes* (Tome XIII, *Œuvres complètes de D. Ricardo*, Paris, Guillaumin, 1847, 4 vol. gr. in-8.), sur la quatrième édition (voyez MAC CULLOCH, *Lit. of polit. Econ.*), corrigée et augmentée d'un appendice contenant des observations relatives à quelques passages d'un article de la *Revue d'Édimbourg*, sur la dépréciation de la circulation en papier, ainsi que des propositions tendant à assurer au public une circulation aussi invariable que l'or avec un contingent très modéré de ce métal. — Forme 37 pages de ce volume. La fin de ce petit traité renferme des observations ingénieuses sur quelques-uns des points les plus délicats de la théorie du change, et on y trouve déjà l'idée de faire échanger les billets de banque contre des lingots d'or. (Voyez ci-dessous.)

*Reply to Mr. Bosanquet's practical observations on the report of the bullion committee.* — (Réponse aux observations pratiques... de M. Bosanquet, sur le rapport de la commission des métaux précieux). Londres, 1811, in-8 de 141 pages.

Traduit aussi par Fonteyraud pour le même recueil, dans lequel il tient 80 pages. Cet écrit est divisé en neuf chapitres, plus un appendice. Ricardo y passe

revue des objections tirées du change de Londres avec diverses places, de la circulation monétaire du globe, de la hausse du prix de l'or sur le continent, de la théorie de Locke sur la refonte de 1696, du cours forcé des billets de la Banque, de la circulation des banques réglée par celle de Londres, de l'influence de l'excès de circulation sur le renchérissement des prix, des inconvénients de la reprise des paiements en espèces.



Fin de l'annexe N° 3 au chapitre premier